

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA

## REPUBLIQUE DU MALI

TARIFS DES ABONNEMENTS		TARIFS DES INSERTIONS		OBSERVATIONS
	Un an	6 mois	Laligne.....400 F	Prix au numéro de l'année courante.....500F Prix au numéro de l'année précédente.....600F
Mali et régions intérieur.....	15.000 F	7500 F	Chaque annonce répétée.....moitié prix	Les demandes d'abonnement et les annonces doivent être adressées au Secrétariat Général du Gouvernement-DPD. Les abonnements prendront effet à compter de la date de paiement de leur montant. Les abonnements sont payables d'avance.
Afrique.....	30.000 F	15.000 F	Il n'est jamais compté moins de 1.000 F pour les annonces.	
Europe.....	33.000 F	16500 F	Les copies pour insertion doivent parvenir au plus tard les 5, 15 et 25 de chaque mois pour paraître dans les J.O des 10, 20 et 30 suivants.	
Frais d'expédition.....	12.000 F			

### SOMMAIRE

#### ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

##### DECRETS - ARRETES

**23 jan. 2003 décret n°03-021/P-RM** Portant attribution de distinction honorifique.....**p2043**

**décret n°03-022/P-RM** Portant attribution de distinction honorifique.....**p2043**

**28 jan. 2003 décret n°03-023/P-RM** Portant création d'une commission de contrôle interne dans les services et organismes publics.....**p2044**

**29 jan. 2003 décret n°03-024/P-RM** Autorisant le premier Ministre à présider le conseil des ministres du mercredi 29 janvier 2003.**p2045**

**29 janvier 2003 décret n°03-025/P-RM** portant abrogation partielle du Décret n° 00-629/P-RM du 19 décembre 2000 portant nomination des membres de la cellule d'appui aux structures de contrôle de l'administration.....**p2045**

**décret n°03-026/P-RM** portant abrogation du Décret n°99-363/P-RM du 18 novembre 1999 portant mise à la disposition de la Présidence de la République d'un magistrat.....**p2046**

**décret n°03-027/P-RM** Portant abrogation partielle du décret n°02-358/P-RM du 8 juillet 2002 portant nomination de chargés de mission au secrétariat général de la présidence de la république.....**p2046**

**29 jan. 2003 décret n°03-028/P-RM** Portant abrogation du décret n°98-283/P-RM du 7 septembre 1998 portant nomination de conseillers techniques au secrétariat général de la présidence de la république.....p2046

**décret n°03-029/P-RM** Portant abrogation du décret n°99-190/P-RM du 5 juillet 1999 portant nomination de l'adjoint à l'intendant des palais.....p2047

**décret n°03-030/P-RM** portant nominations dans les missions diplomatiques et consulaires.....p2047

**décret n°03-031/P-RM** portant nominations au cabinet du ministre délégué chargé des maliens de l'extérieur et de l'intégration africaine.....p2048

**décret n° 03-032/P-RM** portant nomination d'un notaire.....p2049

**décret n°03-033/P-RM** portant nomination de l'attaché de cabinet du ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale.....p2049

**décret n° 03-034/P-RM** portant nomination d'un conseiller technique au Secrétariat Général du ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.....p2050

**décret n°03-035/P-RM** portant ratification de la convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international, adoptée à Rotterdam, le 10 septembre 1998.....p2050

**03 fév. 2003 décret n°03-036/P-RM** Portant nomination et mutations des magistrats.....p2050

**décret n°03-037/P-RM** Portant nomination et mutations des magistrats.....p2053

**05 fév. 2003 décret n°03-038/P-RM** portant nomination de l'inspecteur général des Armées et services du ministère des Forces Armées.....p2058

**décret n°03-039/P-RM** portant nomination du Directeur Administratif et Financier du ministère de la défense et des anciens combattants.....p2058

**03 fév. 2003 décret n°03-040/P-RM** Portant nomination au ministère de la Défense et des Anciens Combattants.....p2059

**05 jan. 2003 décret n°03-041/P-RM** Portant dissolution du conseil communal de la commune I du district de Bamako.....p2059

**décret n°03-042/P-RM** portant nominations dans les missions diplomatiques et consulaires.....p2060

**décret n° 03-043/P-RM** déterminant le cadre organique de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines.....p2060

**décret n° 03-044/P-RM** déterminant le cadre organique du programme pour le développement des ressources minérales.....p2064

**décret n° 03-045/P-RM** déterminant le cadre organique des services régionaux et sub-régionaux de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines.....p2066

**décret n°03-046/P-RM** déterminant le cadre organique de la direction administrative et financière du ministère de l'administration territoriale et des collectivités localesp2068

**décret n°03-047/P-RM** déterminant le cadre organique de la Direction Nationale des Collectivités Territoriales.....p2070

#### MINISTERE DEL'ECONOMIE ET DES FINANCES

**10 oct. 2000 arrêté n°00-2782/MEF-SG** Fixant le Régime Fiscal et Douanier applicable à l'Etude du Programme de réhabilitation et de développement de systèmes d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement dans la Région de Ségou.....p2073

**10 oct. 2000 arrêté n°00-2783/MEF-SG** Portant  
Approbation du Budget de l'Office Malien  
du Tourisme et de l'Hôtellerie.....p2075

**11 oct. 2000 arrêté n°00-2790/MEF-SG** Portant institution  
d'une régie d'avances au Centre National  
de Promotion des investissements  
(C.N.P.I.).....p2075

#### MINISTERE DE L'EDUCATION

**05 sept. 2000 arrêté n°00-2438/ME-SG** Autorisant la  
création d'un établissement d'Enseignement  
Technique Privé à Bamako.....p2076

**06 sept. 2000 arrêté n°00-2443/ME-SG** Autorisant  
l'ouverture de filières au complexe scolaire  
du fleuve « Centre mabilé » à Bamako..p2077

**06 sept. 2000 arrêté n°00-2444/ME-SG** Autorisant  
l'ouverture d'un établissement  
d'Enseignement Technique et  
professionnel à Kita.....p2077

**arrêté n°00-2445/ME-SG** Autorisant  
l'ouverture d'un établissement  
d'Enseignement Technique et  
professionnel à Bamako.....p2078

**arrêté n°00-2446/ME-SG** Autorisant  
l'ouverture de filière au Centre Technol AB,  
Institut Supérieur de Technologies  
Appliquées (Technol AB-I.S.T.A) à  
Bamako.....p2078

**arrêté n°00-2447/ME-SG** Autorisant  
l'ouverture d'un établissement Technique et  
Professionnel à Bamako.....p2079

**06 sept. 2000 arrêté n°00-2448/ME-SG** Autorisant la  
création d'un établissement d'Enseignement  
Secondaire Général Privé à Baguineda..p2079

**arrêté n°00-2449/ME-SG** Autorisant la  
création d'un établissement d'Enseignement  
Technique privé à Bamako.....p2080

**arrêté n°00-2450/ME-SG** Autorisant la  
création d'un établissement d'Enseignement  
Technique privé à Kita.....p2080

#### ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

#### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

#### DECRETS

#### DECRET N°03-021/P-RM DU 23 JANVIER 2003 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE.

#### Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création  
des Ordres Nationaux de la République du Mali ;

Vu la loi N°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant  
création de la Grande Chancellerie des Ordres Nationaux ;

Vu le décret n°194/PG-RM du 17 septembre 1963 portant  
règlement d'Administration Publique pour l'application de  
la loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des  
Ordres Nationaux de la République ;

Vu le décret n°93-375/P-RM du 12 octobre portant  
nomination du Grand Chancellerie des Ordres Nationaux.

#### DECRETE :

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Les personnes dont les noms suivent sont  
promues au grade de COMMANDEUR DE L'ORDRE  
NATIONAL DU MALI :

- Monsieur Alexandre Barro CHAMBRIER, Administrateur  
du Mali auprès de la Banque Mondiale et du Fonds  
Monétaire International (FMI) ;

- Monsieur Bassary TOURE, Administrateur du Mali auprès  
de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire  
Internationale (FMI).

**ARTICLE 2 :** Le Grand Chancelier des Ordres Nationaux  
est chargé de l'exécution du présent décret qui sera  
enregistré et publié au Journal Officiel.

**Bamako, le 23 janvier 2003**

**Le Président de la République,**

**Amadou Toumani TOURE**

#### DECRET N°03-022/P-RM DU 23 JANVIER 2003 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE.

#### Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République du Mali ;

Vu la loi N°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres Nationaux ;

Vu le décret n°194/PG-RM du 17 septembre 1963 portant règlement d'Administration Publique pour l'application de la loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République ;

Vu le décret n°93-375/P-RM du 12 octobre portant nomination du Grand Chancellerie des Ordres Nationaux.

**DECRETE:**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Monsieur Mamadou M'Baré COULIBALY, Chercheur à l'IER est promu au grade de CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MALI.

**ARTICLE 2 :** Le Grand Chancelier des Ordres Nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal Officiel.

**Bamako, le 23 janvier 2003**

**Le Président de la République,  
Amadou Toumani TOURE**

-----  
**DECRET N°03-023/P-RM DU 28 JANVIER 2003  
PORTANT CRÉATION D'UNE COMMISSION DE SUIVI  
DES SYSTÈMES DE CONTRÔLE INTERNE DANS LES  
SERVICES ET ORGANISMES PUBLICS**

**Le Premier Ministre,**

Vu la Constitution ;

Vu le décret n°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du premier ministre ;

Vu l'Ordonnance n°00-051/P-RM du 27 septembre 2000 portant création du Contrôleur Général des Services Publics ;

Vu le Décret n°01-067/P-RM du 12 février 2001 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Contrôleur Général des Services Publics ;

**DECRETE:**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Il est créé auprès du Contrôleur Général des Services Publics, un organe consultatif dénommé « Commission de suivi des systèmes de contrôle interne dans les services et organismes publics ».

**ARTICLE 2 :** La Commission a pour mission :

- la validation des manuels des procédures élaborés par les services et organismes publics ;

- la validation des modules de formation à l'application de ces manuels ;

- le suivi et l'évaluation des manuels de procédures.

**ARTICLE 3 :** La Commission des systèmes de contrôle interne dans les services et organismes publics est composée comme suit :

- le Contrôleur Général des Services Publics, Président  
- deux Contrôleurs des services Publics, Membres  
- un représentant du Commissariat au Développement Institutionnel, Membres

- un représentant de l'Inspection des Finances, Membres  
- un représentant de la Direction Nationale du Budget, Membres

- un représentant de la Direction Nationale du Contrôle Financier, Membres

- un représentant de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique, Membres

- un représentant de la Direction Nationale de la Fonction Publique et du Personnel, Membres

- un représentant de l'Inspection du Ministère des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières et de l'Urbanisme, Membres

- un représentant de l'Inspection de l'Intérieur, Membres  
- un représentant de l'Inspection des Armées, Membres  
- un représentant de l'Inspection de la Sécurité Civile, Membres

- un représentant du Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées, Membres

- un représentant de l'Inspection du Ministère de la Justice, Membres

- un représentant de l'Inspection de la Santé, Membres  
- un représentant de l'Inspection du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, Membres

- un représentant de la Cellule de Planification et de Statistique du Ministère de l'Industrie et du Commerce Membres

- un représentant de la Cellule de Planification et de Statistique du Ministère de l'Équipement et des transports, Membres

- un représentant de la Direction Générale des Marchés Publics, Membres

- un représentant de la Cellule de planification et de Statistique du Ministère de l'Education Nationale, Membres-

- un représentant de la Cellule de Planication et de Statistique du Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau, Membres

- un représentant de la Cellule de Planification et de Statistique du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Membres

**ARTICLE 4 :** La liste nominative des membres de la Commission de suivi des systèmes de contrôle interne dans les services et organismes publics est fixée par arrêté du Premier ministre.

**ARTICLE 5 :** Le Secrétariat de la Commission est assuré par le Contrôle Général des Services Publics.

**ARTICLE 6 :** La Commission se réunit sur convocation de son président .

**ARTICLE 7 :** La Commission peut solliciter le concours de toute personne dont la compétence est jugée nécessaire à l'accomplissement de sa mission.

**ARTICLE 8 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel.

**Bamako, le 28 janvier 2003**

**Le Premier Ministre,  
Ahmed Mohamed Ag HAMANI**

-----  
**DECRET N°03-024/P-RM DU 29 JANVIER 2003  
AUTORISANT LE PREMIER MINISTRE À PRÉSIDER  
LE CONSEIL DES MINISTRES DU MERCREDI 29  
JANVIER 2003.**

**Le Président de la République,**

Vu la Constitution ;  
Vu le décret n°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du premier ministre ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le premier ministre, Monsieur Ahmed Mohamed Ag HAMANI, est autorisé à présider le Conseil des Ministres du mercredi 29 janvier 2002 sur l'Ordre du jour suivant :

**A - LEGISLATION :**

**I - MINISTRE DE LA SANTE :**

1°) Projet de décret fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Agence Nationale d'Evaluation des Hôpitaux.

**II - MINISTERE DE SDOMAINES DE L'ETAT, DES  
AFFAIRES FONCIERES ET DE L'HABITAT :**

2°) Projet de décret portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de la ville de Yanfolila et environs.

3°) Projet de décret portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de la ville de Zégoua et environs.

4°) Projet de décret portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de la ville de Douentza et environs.

**III - MINISTERE DE L'ADMINISTRATION  
TERRITORIALE ET DES COLLECTIVITES LOCALES :**

5°) Projet de décret portant dissolution du Conseil Communal de la Commune I du District de Bamako.

**B) MESURES INDIVIDUELLES :**

**C) COMMUNICATIONS ECRITES :**

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel

**Bamako, le 29 janvier 2003**

**Le Président de la République,  
Amadou Toumani TOURE**

-----  
**DECRET N°03-025/P-RM DU 29 JANVIER 2003  
PORTANT ABROGATION PARTIELLE DU DECRET N°  
00-629/P-RM DU 19 DECEMBRE 2000 PORTANT  
NOMINATION DES MEMBRES DE LA CELLULE  
D'APPUI AUX STRUCTURES DE CONTROLE DE  
L'ADMINISTRATION.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°02-361/P-RM du 15 juillet 2002 fixant l'organisation de la Présidence de la République modifié par le Décret N° 02 -405/P-RM du 15 octobre 2002 ;

Vu le Décret N°590/P-RM du 28 novembre 2000 portant création de la Cellule d'appui aux Structures de Contrôle de l'Administration.

Vu Le Décret N°00-629 /P-RM du 19 décembre 2000 portant nomination des membres de la Cellule d'Appui aux Structures de Contrôle de l'Administration ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Sont et demeurent abrogées les dispositions du Décret N° 00-629/P-RM du 19 décembre 2000 susvisé en ce qui concerne la nomination de **Monsieur Fodié TOURE**, magistrat, en qualité de membre de la Cellule d'Appui aux Structures de Contrôle de l'Administration.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 23 janvier 2003**  
**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

-----

**DECRET N°03-026/P-RM DU 29 JANVIER 2003 PORTANT ABROGATION DU DECRET N°99-363/P-RM DU 18 NOVEMBRE 1999 PORTANT MISE A LA DISPOSITION DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE D'UN MAGISTRAT.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°92-043/P-CTSP du 5 juin 1992 portant statut de la magistrature, modifié par la loi N°96-027 du 21 février 1996 ;

Vu le Décret N°192/PG-RM du 10 juillet 1978 portant statut général des fonctionnaires en matière d'activité, de détachement de disponibilité et de suspension.

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Sont et demeurent abrogées les dispositions du Décret N°99-363/P-RM du 18 novembre 1999 portant mise à la disposition de la Présidence de la République de Monsieur **Fodié TOURE**, N°Mle 775-06-S, Magistrat.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 29 janvier 2003**  
**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

-----

**DECRET N°03-027/P-RM DU 29 JANVIER 2003 PORTANT ABROGATION PARTIELLE DU DECRET N°02-358/P-RM DU 8 JUILLET 2002 PORTANT NOMINATION DE CHARGES DE MISSION AU SECRETARIAT GENERAL DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE.**

**Le Président de la République,**

Vu la Constitution ;

Vu le décret n°98-283/P-RM du 7 septembre 1998 portant nomination de Conseillers, technique au Secrétariat Général de la Présidence de la République,

Vu le décret n°02-361/P-RM du 15 juillet fixant l'organisation de la Présidence de la République,

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Sont et demeurent abrogées les dispositions du décret n°98-283/P-RM du 7 septembre 1998 susvisé en ce qui concerne Monsieur Zéidane Ag SILAMINE.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel.

**Bamako, le 29 janvier 2003**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

-----

**DECRET N°03-028/P-RM DU 29 JANVIER 2003 PORTANT ABROGATION PARTIELLE DU DECRET N°98-283/P-RM DU 7 SEPTEMBRE 1998 PORTANT NOMINATION DE CONSEILLERS TECHNIQUES AU SECRETARIAT GENERAL DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le décret n°98-283/P-RM du 07 Septembre 1998 portant nomination de Conseillers Technique au Secrétariat Général de la Présidence de la République,

Vu le décret n°02-361/P-RM du 15 juillet 2002 fixant l'organisation de la Présidence de la République ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Sont et demeurent abrogées les dispositions du décret n°98-283/P-RM du 7 septembre 1998 susvisé en ce qui concerne Monsieur Zeidane AG SILAMINE.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel.

**Bamako, le 29 janvier 2003**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**DECRET N°03-029/P-RM DU 29 JANVIER 2003  
PORTANT ABROGATION DU DÉCRET N°99-190/P-  
RM DU 5 JUILLET 1999 PORTANT NOMINATION DE  
L'ADJOINT À L'INTENDANT DES PALAIS.**

**Le Président de la République,**

Vu la Constitution ;

Vu le décret n°02-361/P-RM du 15 juillet fixant l'organisation de la Présidence de la République,

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont et demeurent abrogées les dispositions du décret n°99-190/P-RM du 5 juillet 1999 Portant nomination de Monsieur Issiaka COULIBALY en qualité d'Adjoint à l'Intendant des Palais.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal Officiel.

**Bamako, le 29 janvier 2003**

**Le Président de la République,  
Amadou Toumani TOURE**

-----

**DECRET N°03-030/P-RM DU 29 JANVIER 2003  
PORTANT NOMINATIONS DANS LES MISSIONS  
DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°86-27/AN-RM du 21 janvier 1986 fixant les indices spéciaux pour les différentes catégories de personnel en service dans les missions diplomatiques et consulaires de la République du Mali ;

Vu le Décret N°337/PG-RM du 14 octobre 1986 portant application de la Loi N°86-27/AN-RM du 21 janvier 1986 ;

Vu le Décret N°99-174/P-RM du 28 juin 1999 fixant les attributions des membres du personnel diplomatique et consulaire ;

Vu le Décret N°96-044/P-RM du 8 février 1996 fixant les avantages accordés au personnel diplomatique, administratif et technique dans les missions diplomatiques et consulaires de la République du Mali, modifié par le Décret N°99-344/P-RM du 03 novembre 1999 ;

Vu le Décret N°02-140/P-RM du 25 mars 2002 portant répartition des postes diplomatiques et consulaires ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 07 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Les fonctionnaires dont les noms suivent sont nommés dans les Missions diplomatiques et consulaires ci-après en qualité de :

**CONSUL GENERAL DU MALI A BRAZZAVILLE :**

Monsieur Oumar Aba TRAORE, N°Mle 219-41.X, Conseiller des Affaires Etrangères ;

**CONSUL GENERAL DU MALI A NIAMEY :**

Monsieur Issaka COULIBALY, N°Mle 221-17.V, Professeur ;

**CONSUL GENERAL DU MALI A DJEDDAH :**

Monsieur Chouaïdou TRAORE, Journaliste ;

**PREMIER CONSEILLER A L'AMBASSADE DU MALI  
PARIS :**

Monsieur Moussa Sékou KEITA, N°Mle 342-70.E, Conseiller des Affaires Etrangères ;

**PREMIER CONSEILLER A L'AMBASSADE DU MALI  
PEKIN :**

Monseieur Zeidane Ag SIDALAMINE, Professeur ;

**PREMIER CONSEILLER A L'AMBASSADE DU MALI  
TEHERAN :**

Monsieur Mohamed Aly THIAM, Traducteur ;

**PREMIER CONSEILLER A L'AMBASSADE DU MALI  
TUNIS :**

Madame Fatoumata GUINDO, N°Mle 135-56.N, Conseiller des Affaires Etrangères ;

**PREMIER CONSEILLER A L'AMBASSADE DU MALI  
LIBREVILLE :**

Monsieur Jean TANGARA, N°Mle 101-85.X, Conseiller des Affaires Etrangères ;

**PREMIER CONSEILLER A L'AMBASSADE DU MALI  
LAHAVANE :**

Monsieur Oumar Boubèye MAIGA, N°Mle 326-02.C, Professeur ;

**DEUXIEME CONSEILLER A L'AMBASSADE DU MALI  
A GENEVE :**

Monsieur Alhacoum MAIGA, N°Mle 264-98.L, Inspecteur des Finances ;

**DEUXIEME CONSEILLER A L'AMBASSADE DU MALI A PARIS :**

Madame DIAKITE Djénèba GAKOU, N°Mle 460-07.H, Administrateur Civil ;

**DEUXIEME CONSEILLER A L'AMBASSADE DU MALI A ADDIS ABABA :**

Monsieur Baba SOGODOGO, N°Mle 915-94.S, Conseiller des Affaires Etrangères;

**CONSEILLER A LA COMMUNICATION A L'AMBASSADE DU MALI A PARIS :**

Monsieur Daouda N°DIAYE , N°Mle 283-04.E, Journaliste et Réalisateur ;

**CONSEILLER CONSULAIRE AU CONSULAT DU MALI A NIAMEY :**

Monsieur Moussa AGUISSA, N°Mle 472-07.N, Professeur ;

**SECRETAIRE AGENT COMPTABLE A L'AMBASSADE DU MALI A ABIDJAN :**

Monsieur Mahamadou DIARRA, N°Mle 905-55.Y, Contrôleur du Trésor ;

**SECRETAIRE AGENT COMPTABLE A L'AMBASSADE DU MALI A BERLIN :**

Monsieur Baba BOCAR, N°Mle 312-76.L, Inspecteur du Trésor ;

**SECRETAIRE AGENT COMPTABLE A L'AMBASSADE DU MALI A TUNIS :**

Monsieur Boubacar Issa MAIGA, N°Mle 269-37.S ;

**SECRETAIRE AGENT COMPTABLE A L'AMBASSADE DU MALI A BRUXELLES :**

Monsieur Mahamadou dit Abdoulaye DIAKITE, N°Mle 714-34.Z, Contrôleur du Trésor ;

**SECRETAIRE AGENT COMPTABLE A L'AMBASSADE DU MALI A KHARTOUM :**

Madame TRAORE Kadiatou DIALLO, N°Mle 674-24.M, Contrôleur du Trésor.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 29 janvier 2003**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre**  
**Ahmed Mohamed AGHAMANI**

**Le ministre de la Sécurité intérieure et de la Protection Civile,**  
**Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale**  
**Souleymane SIDIBE**

**DECRET N°03-031/P-RM DU 29 JANVIER 2003 PORTANT NOMINATIONS AU CABINET DU MINISTRE DELEGUE CHARGE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret N°02-504/P-RM du 07 novembre 2002 déterminant les services publics mis à la disposition des ministres délégués pour l'exercice de leurs attributions ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 7 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont nommés au Cabinet du Ministre Délégué Chargé des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine en qualité de :

**CONSEILLERS TECHNIQUES :**

-Monsieur **Illalkamar AG OUMAR**, N°Mle 280-98-L, Conseiller des Affaires Etrangères ;

-Monsieur **Amadou SOULALE**, Professeur d'Enseignement Secondaire.



**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 29 janvier 2003**

**Le Président de la République,  
Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**

**Ahmed Mohamed AGHAMANI**

**Le ministre de la Sécurité Intérieure  
et de la Protection Civile,**

**Ministre des Affaires Etrangères et de  
la Coopération Internationale par intérim,  
Souleymane SIDIBE**

**Le ministre Délégué chargé de la Réforme  
de l'Etat et des Relations avec les Institutions,  
Ministre Délégué chargé des maliens de l'Extérieur  
et de l'Intégration Africaine par intérim,**

**Badi Ould GANFOUND**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Bassary TOURE**

-----

**DECRET N° 03-032/P-RM DU 29 JANVIER 2003  
PORTANT NOMINATION D'UN NOTAIRE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°96-023 du 21 février 1996 portant statut des notaires ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Monsieur **Boubacar SOW** est nommé **Notaire** avec résidence à Bamako.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié dans le Journal officiel.

**Bamako, le 29 janvier 2003**

**Le président de la République,  
Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**

**Ahmed Mohamed AGHAMANI**

**Le ministre de la Justice,**

**Garde de Sceaux,**

**Abdoulaye Garba TAPO**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,  
Bassary TOURE**

**DECRET N°03-033/P-RM DU 29 JANVIER 2003  
PORTANT NOMINATION DE L'ATTACHE DE CABINET  
DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA  
COOPERATION INTERNATIONALE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret N°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des cabinets ministériels ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 7 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Monsieur **Oumar dit Barou SACKO**, N°Mle 980-15-C, Juriste, est nommé **Attaché de Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale.**

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 29 janvier 2003**

**Le Président de la République,  
Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**

**Ahmed Mohamed AGHAMANI**

**Le ministre de la Sécurité Intérieure  
et de la Protection Civile,**

**Ministre des Affaires Etrangères et de  
la Coopération Internationale par intérim,  
Souleymane SIDIBE**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Bassary TOURE**

**DECRET N° 03-034/P-RM DU 29 JANVIER 2003  
PORTANT NOMINATION D'UN CONSEILLER  
TECHNIQUE AU SECRETARIAT GENERAL DU  
MINISTRE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE  
L'ENFANT ET DE LA FAMILLE.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret N°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret N°02-270/P-RM du 24 mai 2002 portant modification de l'Annexe II au Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 7 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Madame **DIARRA Ramata DIARRA**, N°Mle 462-92-E, est nommé **Conseiller Technique** au Secrétariat Général du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 29 janvier 2003**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AGHAMANI**

**Le ministre de la Santé,**  
**Ministre de la Promotion de la Femme,**  
**de l'Enfant et de la Famille par intérim,**  
**Madame KEITA Rokiatou N'DIAYE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Bassary TOURE**

**DECRET N°03-035/P-RM DU 29 JANVIER 2003  
PORTANT RATIFICATION DE LA CONVENTION DE  
ROTTERDAM SUR LA PROCEDURE DE  
CONSENTEMENT PREALABLE EN CONNAISSANCE  
DE CAUSE APPLICABLE A CERTAINS PRODUITS  
CHIMIQUES ET PESTICIDES DANGEREUX QUI FONT  
L'OBJET D'UN COMMERCE INTERNATIONAL,  
ADOPTEE A ROTTERDAM, LE 10 SEPTEMBRE 1998.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°02-060 du 17 décembre 2002 autorisant la ratification de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international, adoptée à Rotterdam (Pays-Bas), le 10 septembre 1998 ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Est ratifiée la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international, adoptée à Rotterdam (Pays-Bas), le 10 septembre 1998.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 29 janvier 2003**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AGHAMANI**  
**Le ministre des Affaires Etrangères**  
**et de la Coopération Internationale,**  
**Lassana TRAORE**

**Le ministre de l'Industrie et du Commerce,**  
**Choguel Kokalla MAIGA**

-----  
**DECRET N°03-036/P-RM DU 3 FÉVRIER 2003  
PORTANT NOMINATION ET MUTATIONS DE  
MAGISTRATS**

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°88-39/AN-RM du 5 avril 1988 portant réorganisation judiciaire en République du Mali ;

Vu n°88-40/AN-RM du 5 avril 1988 portant création de juridiction et fixation des ressorts de Cours d'Appel ;

Vu l'Ordonnance n°92-043/CTSP du 5 juin 1992 Statut de la Magistrature modifiée par la loi n°96-027/AN-RM du 21 février 1996 ;

Vu la Loi n°96-029/AN-RM du 12 juin 1996 portant création du Tribunal de Première Instance et des Justices de Paix à Compétence Etendue ;

Vu la Loi n°99-13/P-RM du 10 juin 1999 portant création du Tribunal de Première Instance de la Commune III du District de Bamako ;

Vu le Décret n°92-176/P-CTSP du 5 juin 1992 portant attribution d'indemnités au magistrats en service dans les juridictions et Services Centraux du Ministère de la Justice;

Vu le Décret n°00-332/P-RM du 7 juillet 2000 portant attribution d'une indemnité de judicature aux magistrats ;

Vu le Décret n°97-107/P-RM du 3 mars 1997 fixant le ressort géographique de juridictions, et déterminant les parquets d'attache des Justices de Paix à Compétence Etendue ;

Vu le Décret n°98-159/P-RM du 28 juin 1998 portant création de Tribunaux de Travail et fixant leur ressort géographique;

## **DECRETE:**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Les magistrats dont les suivent reçoivent les nominations et mutations ci-après :

### **I-SERVICES CENTRAUX**

#### **1.1 DIRECTION NATIONALE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE (DNAJ)**

**Madame Hélène KAH** : N°Mle 248.28.G, Magistrat de grade exceptionnel précédemment conseiller à la section judiciaire de la Cour Suprême.

#### **1.2 DIRECTION NATIONALE DES AFFAIRES JUDICIAIRES ET DU SCEAU (DNAJS)**

**Monsieur Koutan BERTHE** : N°Mle 308.02.C, Magistrat de grade exceptionnel précédemment conseiller à la section Judiciaire de la Cour Suprême.

#### **1.3. INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE (INFJ)**

**Monsieur Sambala SOW** : N°Mle 268.08.J, Magistrat de grade exceptionnel, précédemment Directeur National de l'Administration de la Justice.

**Monsieur Modibo KONATE** : N°Mle 495.56.N, Magistrat de grade exceptionnel, précédemment conseiller à la Section Judiciaire de la Cour Suprême.

**Monsieur Boubacar Diadié MAIGA** : N°Mle 905.19.G, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 1er échelon, nouvellement sorti de l'Institut National de Formation Jidiciaire.

## **II- COURS D'APPEL**

### **2.1 COUR D'APPEL DE BAMAKO**

#### **PROCUREUR GENERAL**

**Monsieur Mamadou Clazié CISSOUMA** N°Mle 266.00.A, Magistrat de grade exceptionnel, précédemment conseiller à la Section Judiciaire de la Cour Suprême.

#### **AVOCAT GENERAL**

**Monsieur Elie KEITA** : N°Mle 350.65.Z, Magistrat de grade exceptionnel, précédemment conseiller à la Cour d'Appel de Bamako.

### **SUBSTITUTS GENERAUX**

**Monsieur Boureima GARIKO** : N°Mle 409.01.B, Magistrat de 1er grade , 1er groupe, 1er échelon, précédemment Président du Tribunal de Travail de Bamako.

**Monsieur Mamadou Lamine COULIBALY** : N°Mle 734.04.P, Magistrat de 1er grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Procureur de la République près le Tribunal de Mopti.

### **2.2 COUR D'APPEL DE MOPTI:**

#### **PROCUREUR GENERAL:**

**Monsieur Tamba Namory KEITA** : N°Mle 978.26. F, Magistrat de 1er grade, 1ème groupe 1ème échelon, précédemment Avocat général à la Cour d'Appel de Bamako.

#### **AVOCAT GENERAL**

**Monsieur Abdoulaye Adama TRAORE** : N°Mle 797.89.L, Magistrat de 2ème grade, 1er groupe 3ème échelon, précédemment Président du Tribunal de Première Instance de Tombouctou.

### **2.3 COUR D'APPEL DE KAYES**

#### **PROCUREUR GENERAL**

**Monsieur Sidi KEITA** : N°Mle 397.44.A, Magistrat de 1er grade, 1ème groupe, 1ème échelon, précédemment conseiller à la Cour d'Appel de Kayes.

**AVOCAT GENERAL**

**Monsieur Mohamed Adourahamane MAIGA** : N°Mle 775.18.F, Magistrat de 1er grade, 2ème groupe, 2ème échelon, précédemment Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de Sikasso.

**III- TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE (TPI)****3.1 TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE LA COMMUNE I DE BAMAKO****PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE**

**Monsieur Sombé THERA** : N°Mle 775.07.T, Magistrat de 1er grade, 2ème groupe, 2ème échelon, précédemment Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de la Commune II de Bamako.

**SUBSTITUT DU PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE**

**Monsieur Djibril KANE** : N°Mle 939.44.K, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment juge d'instruction au Tribunal de Première Instance de la Commune III de Bamako.

**3.2 TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE LA COMMUNE II DE BAMAKO****PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE**

**Monsieur Fodié TOURE** : N°Mle 775.06.S, Magistrat de 1er grade, 2ème groupe, 2ème échelon, précédemment en service à la Cellule d'Appui aux Structures de Contrôle des Administrations d'Etat.

**3.3 TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE LA COMMUNE III DE BAMAKO****SUBSTITUTS DU PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE**

**Monsieur Moussa BAGAYOKO** : N°Mle 734.02.M, Magistrat de 1er grade, 2ème groupe, 2ème échelon, précédemment Avocat Général de Mopti.

**Monsieur Mahamadou BAGAYOKO** : N°Mle 775.17.E, Magistrat de 1er grade, 2ème groupe, 2ème échelon, précédemment juge d'instruction au dit Tribunal.

**Monsieur Amadou Almoudou TOURE** : N°Mle 939.29.T, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment juge au siège au dit Tribunal

**3.4 TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE LA COMMUNE IV****SUBSTITUT DU PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE**

**Monsieur Amadou Hamadoun** : N°Mle 932.64.H, Magistrat de 2ème grade, 1er groupe, 1er échelon précédemment juge au siège au Tribunal de Commerce de Bamako.

**3.5 TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE LA COMMUNE V****PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE**

**Monsieur Moussa Kolon COULIBALY** : N°Mle 907.78.Z, Magistrat de 1er grade, 2ème groupe, 2ème échelon, précédemment Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de Koulikoro.

**3.6 TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE LA COMMUNE VI****PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE**

**Monsieur Mahamane Alassane MAIGA** : N°Mle 449.43.Z, Magistrat de 1er grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de la Commune I du district de Bamako.

**3.7 TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE KAYES****PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE :**

**Monsieur Alhassane Aglal DICKO** : N°Mle 775.20.H, Magistrat de 1er grade, 2ème groupe, 2ème échelon, précédemment Président du Tribunal de Première Instance de la Commune II de Bamako.

**3.8 TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE KITA****PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE :**

**Monsieur Mohamed Maouloud NAJIM** : N°Mle 929.52.N, Magistrat de 1ère grade, 1er groupe, 2ème échelon, précédemment Juge de Paix à Compétence Etendue de Niono.

**3.9 TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE KOULIKORO****PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE :**

**Monsieur Cheickné FOFANA** : N°Mle 797.88.K, Magistrat de 1er grade, 2ème groupe, 2ème échelon, précédemment Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de Kita.

**3.10 TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE KATI****SUBSTITUT DU PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE**

**Monsieur Moussa SAMAKE** : N°Mle 939.45.L, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Substitut du Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de la Commune III du District de Bamako.

**3.11 TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE SIKASSO****PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE :**

**Monsieur Idrissa Arizo MAIGA** : N°Mle 775.10.X, Magistrat de 1er grade, 2ème groupe, 2ème échelon, précédemment Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de la Commune IV du District de Bamako.

**3.12 TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE SEGOU****PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE :**

**Monsieur Cheick Mohamed Cherif KONE** : N°Mle 797.85.G, Magistrat de 1er grade, 2ème groupe, 2ème échelon, précédemment Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de Kayes.

**3.13 TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE MOPTI****PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE :**

**Monsieur Doumékéné Léon NIANGALY** : N°Mle 418.14.R, Magistrat de 1er grade, 1er groupe, 1er échelon, précédemment Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de Tombouctou.

**3.14 TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE TOMBOUCTOU****PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE :**

**Monsieur Mamadou TIMBO** : N°Mle 733.99.J, Magistrat de 1er grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Président du Tribunal de Première Instance de Sikasso.

**3.15 TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE GAO****PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE :**

**Monsieur Aboubacar DIENTA** : N°Mle 917.58.B, Magistrat de 2ème grade, 1er groupe, 3ème échelon, précédemment Juge de Paix à Compétence Etendue de Yanfolila

**ARTICLE 2** : Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal Officiel.

**Bamako, le 3 février 2000**

**Le Président de la République**  
**Amadou Toumani TOURE**

**DECRET N°03-037/P-RM DU 03 FÉVRIER 2003 PORTANT NOMINATIONS ET MUTATIONS DE MAGISTRATS.****LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°88-39/AN-RM du 5 avril 1988 portant réorganisation judiciaire en République du Mali ;

Vu la Loi n°88-40/AN-RM du 5 avril 1988 portant création des Juridictions et fixation des ressorts de Cours d'Appel;

Vu l'Ordonnance n°92-043/P-CTSP du 5 juin 1992 dans ses dispositions relatives au Conseil Supérieur de la Magistrature ;

Vu la loi n°96-029/AN-RM du 12 juin 1996 portant création de Tribunaux de Première Instance et de justices de Paix à Compétence Etendue ;

Vu la loi n°99-13/P-RM du 10 juin 1999 portant création du Tribunal de Première Instance de la Commune III du District de Bamako ;

Vu la loi n°02-054/AN-RM du 16 décembre 2002 portant statut de la Magistrature ;

Vu le Décret n°92-176/P-CTSP du 05 juin 1992 portant attribution d'indemnités aux magistrats en service dans les juridictions et services centraux du Ministère de la Justice;

Vu le Décret n°00-332/P-RM du 7 juillet 2000 portant attribution d'une indemnité de judicature aux magistrats ;

Vu le Décret n°97-107/P-RM du 3 mars 1997 fixant le ressort géographique de juridictions et déterminant les parquets d'attaches des justices de Paix à Compétence Etendue ;

Vu le Décret n°98-159/P-RM d 28 juin 1998 portant création de Tribunaux de Travail et fixant leur ressort géographique;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Les magistrats dont les noms suivent reçoivent les nominations et mutations ci-après :

**I. - COURS D'APPEL :****1 - 1 COUR D'APPEL DE BAMAKO****CONSEILLERS :**

**Monsieur Seydou DIOP** : N°Mle 380-73-H magistrat de 1er grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Substitut Général près la Cour d'Appel de Bamako.

**Madame Fatoumata NIENTAO** : N°Mle 307-49-F magistrat de grade exceptionnel, précédemment en service à la Direction Nationale des Affaires Judiciaires et du Sceau.

**Monsieur Bougadari KOUATA** : N°Mle 397-30-J magistrat de 1er grade, 1er groupe, 1er échelon, précédemment Substitut Général près la Cour d'Appel de Bamako ;

### 1 - 2 Cour d'Appel de Mopti

#### Conseillers :

**Monsieur Badara Alou NANACASSE** : N°Mle 380-54 - L magistrat de 1er grade, 1er groupe, 2ème échelon, précédemment en détachement au Ministère de l'Economie et des Finances (Crédit initiative).

**Monsieur Daba DJIRE** : N°Mle 380-60-T magistrat de 1er grade, 1er groupe, 1er échelon, précédemment Conseiller à la Cour d'Appel de Bamako.

**Monsieur Alfisseini DIOP** : N°Mle 397-41-X magistrat de 1er grade, 1er groupe, 1er échelon, précédemment Substitut général près la Cour d'Appel de Bamako ;

**Monsieur Baba SIDIBE** : N°Mle 775-16-D magistrat de 1er grade, 1er groupe, 1er échelon, précédemment précédemment Président du Tribunal de Première Instance de Kita.

### 1 - 3 COUR D'APPEL DE KAYES :

#### Premier Président :

**Monsieur Kamafily DEMBELE** : N°Mle 347-99-M magistrat de grade exceptionnel, précédemment Conseiller à la Cour d'Appel de Mopti.

#### Conseillers :

**Monsieur Sékou KONE** : N°Mle 397-39-V magistrat de 1er grade, 1er groupe, 1er échelon, précédemment Président du Tribunal de Commerce de Bamako.

**Monsieur Hamadou Souleymane SIDIBE** : N°Mle 734-01-L magistrat de 1er grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment du Tribunal de Première Instance de Ségou.

**Monsieur Thierno Moctar CISSOKO** : N°Mle 734 - 03-N magistrat de 1er grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Président du Tribunal de Première Instance de Mopti.

**Monsieur Namory CAMARA** : N°Mle 242-57-B magistrat de 2ème grade, 1er groupe, 3ème échelon, précédemment Juge de Paix à Compétence Etendue de Bafoulabé.

## II - TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE :

### 2 - 1 Tribunal de Première Instance de la Commune I du District de Bamako :

#### Président :

**Monsieur Lasséni SAMAKE** : N°Mle 775-21-J magistrat de 1er grade, 2ème groupe, 2ème échelon, précédemment Président du Tribunal de Première Instance de Koulikoro.

#### Juge d'Instruction :

**Madame Chita KONE** : N°Mle 335-31-X magistrat de 2ème grade, 1er groupe, 1er groupe, 3ème échelon, précédemment Substitut de Procureur de la République près ledit Tribunal.

### 2 - 2 Tribunal de Première Instance de la Commune II du District de Bamako :

#### Président :

**Monsieur Hamet SAM** : N°Mle 733-93-R magistrat de 1er grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge au siège au Tribunal de Première Instance de la Commune III du district de Bamako.

### 2 - 3 Tribunal de Première Instance de la Commune III du District de Bamako :

#### Président :

**Monsieur Sambala TRAORE** : N°Mle 397-17-V magistrat de 1er grade, 1er groupe, 2ème échelon, précédemment Conseiller à la Cour d'Appel de Bamako.

#### Juges au siège :

**Monsieur Amadou Samba Amineta SARR** : N°Mle 939-83-E, magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge d'Instruction au Tribunal de Première Instance de Kita.

**Monsieur Amadou Abderhimou DICKO** : N°Mle 939-27-R, magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 2ème échelon, précédemment Juge de Paix à Compétence Etendue de Kignan.

**Monsieur Moussa Aly YATTARA** : N°Mle 939-48-P, magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment en service au Secrétariat Général de la Présidence de la République.

#### Juges d'Instruction :

**Monsieur Nooumadi KANTE** N°Mle 939-98-X magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Substitut au Tribunal de Première Instance Commune III du District de Bamako.

**Monsieur Santigui TRAORE** : N°Mle 939-67-L, magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge de Paix à Compétence Etendue de Ouélessebouyou.

**Monsieur Aboubacar GUISSÉ** : N°Mle 939-31-W, magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge de Paix à Compétence Etendue de Dioïla.

**Monsieur Aboubacar GUISSÉ** : N°Mle 939-31-W, magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge de Paix à Compétence Etendue de Dioïla.

**Monsieur Ibrahim BERTHE** : N°Mle 939-91-M, magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge d'Instruction au Tribunal de Première Instance de Koulikoro.

**2 - 4 Tribunal de Première Instance de la Commune IV****Président :**

**Monsieur Hamèye Founé MAHALMADANE** : N°Mle 733-98-X magistrat de 1er grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Président du Tribunal de Première Instance de la Commune V du District de Bamako.

**Juge au siège :**

**Monsieur Moumouni GUINDO** : N°Mle 939-25-N magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge d'Instruction au Tribunal de Première instance de la Commune III du District de Bamako.

**2 - 5 Tribunal de Première Instance de la Commune V du District de Bamako :****Président :**

**Monsieur Hamidou Banahary MAIGA** : N°Mle 775-19-G magistrat de 1er grade, 1er groupe, 2ème échelon, précédemment Président du Tribunal de Première Instance de la Commune I du District de Bamako.

**Juge d'Instruction :**

**Monsieur Arouna KEITA** : N°Mle 939-88-K magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge de Paix à Compétence Etendue de Ansongo.

**Juge au siège :**

**Madame Assitan D. SIDIBE** : N°Mle 939-69-N, magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge au siège au Tribunal de Première Instance de la Commune I du District de Bamako.

**2 - 6 Tribunal de Première Instance de la Commune VI du District de Bamako :****Président :**

**Monsieur Amadou BA** : N°Mle 733-92-P, magistrat 1er grade, 2ème groupe, 2ème échelon, précédemment Président du Tribunal de Première Instance la Commune IV.

**Juge au siège :**

**Monsieur Bourama KONATE** : N°Mle 940-00-K, magistrat 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge de Paix à Compétence Etendue de Ménaka.

**Juge d'Instruction :**

**Madame DEMBELE Rose DEMBELE** : N°Mle 939-57-A, magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Président du Tribunal pour enfants de Bamako.

**Monsieur Adama Lassana TRAORE** : N°Mle 939-76-X, magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge d'Instruction au Tribunal de Première Instance de Gao.

**2 - 7 Tribunal de Commerce de Bamako :****Président :**

**Monsieur Baya BERTHE** : N°Mle 733-97-W magistrat de 1er grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Président du Tribunal de Première Instance de la Commune IV du District de Bamako.

**Juge au siège :**

**Madame Marie Madeleine KONE** : N°Mle 939-55-Y, magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Substitut du Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de la Commune IV du District de Bamako.

**2 - 8 Tribunal de Travail de Bamako :****Président :**

**Monsieur Taïcha MAÏGA** : N°Mle 907-75-W magistrat de 1er grade, 2ème groupe, 2ème échelon, précédemment Procureur de la République près le Tribunal de Première de la Commune V du district de Bamako.

**Juge au siège :**

**Monsieur Bakoroba SINDIARA** : N°Mle 939-58-C, magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge de Paix à Compétence Etendue de Niafunké.

**2-8 Tribunal pour enfants de Bamako :**

**Madame Djénéba KARABENTA** : N°Mle 775-08-V, magistrat de 1er grade, 2ème groupe, 2ème échelon, précédemment Juge au siège au Tribunal de Première Instance de la Commune III du District de Bamako.

**2 - 10 Tribunal Administratif de Bamako :****Juges :**

**Monsieur Harouna DAO** : N°Mle 990-71-R, magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 1er échelon.

**Monsieur Moussa K. KODIO** : N°Mle 990-69-N magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 1er échelon.

**2 - 11 Commissaire du Gouvernement :**

**Monsieur Madassalia MAIGA** : N°Mle 789-44-K, magistrat de 2ème grade, 1er groupe, 3ème échelon, précédemment Commissaire du Gouvernement au Tribunal Administratif de Kayes.

**Monsieur Amadou KOITA** : N°Mle 990-66-K, magistrat de de 2ème grade, 2ème groupe, 1er échelon.

**2 - 12 Tribunal Administratif de Kayes :****Juges :**

**Monsieur Nouhoum BOIRE** : N°Mle 990-65-J, magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 1er échelon.

**Monsieur Samba Lamine KOÏTE** : N°Mle 990-64-H, magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 1er échelon.

**2 - 13 Commissaire du Gouvernement :**

**Président :**

**Monsieur Bakary DOUMBIA** : N°Mle 990-67-L, magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 1er échelon..

**2 - 14 Tribunal de Première Instance de Kita :**

**Président :**

**Monsieur Karamoko DIAKITE** : N°Mle 917-59-C, magistrat 2ème grade, 1er groupe, 3ème échelon, précédemment Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de Ségou.

**Juges d’Instruction :**

**Monsieur Aly Badara BOUARE** : N°Mle 664-05-R magistrat de 2ème grade, 1er groupe, 2ème échelon, nouvellement sorti de l’Institut National de Formation Judiciaire.

**2 - 15 Tribunal de Première Instance de Koulikoro :**

**Président :**

**Monsieur Toumani SANGARE** : N°Mle 917-60-D, magistrat 2ème grade, 1er groupe, 3ème échelon, précédemment Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de Gao.

**2 - 16 Tribunal de Première Instance de Sikasso :**

**Président :**

**Monsieur Mahamane Bilaly TRAORE** : N°Mle 733-94-S, magistrat 1er grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de Bamako.

**Juges d’Instruction :**

**Monsieur Sidiki KEITA** : N°Mle 930-81-C magistrat de 2ème grade, 3ème groupe, 3ème échelon, Précédemment de Paix à Compétence Etendue de Kidal.

**2 - 17 Tribunal de Première Instance de Ségou :**

**Président :**

**Monsieur Yacounba KONE** : N°Mle 970-76-X, magistrat 1er grade, 2ème groupe, 2ème échelon, précédemment Juge de Paix à Compétence Etendue de San.

**2 - 18 Tribunal de Première Instance de Mopti :**

**Président :**

**Monsieur Toubaye KONE** : N°Mle 929-51-T, magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 2ème échelon, précédemment Président du Tribunal de Première Instance de Gao.

**2 - 19 Tribunal Administratif de Mopti**

**Juges :**

**Monsieur Broulaye TOGOLA** : N°Mle 990.63.G, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 1er échelon.

**Monsieur Djougal CISSE** : N°Mle 990.62 F, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 1er échelon.

**2 20 Commissaire du Gouvernement :**

**Monsieur Sory DIAKITE** : N°Mle 990.70.P, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 1er échelon.

**2 - 21 Tribunal de Première Instance de Tombouctou**

**Monsieur Ibrahim Souley MAIGA** : N°Mle 797.84.F, Magistrat de 1er grade, 2ème groupe, 2ème échelon, précédemment Juge d’instruction au Tribunal de Première Instance de la Commune III du District de Bamako.

**2 22 Tribunal de Première Instance de Gao.**

**Président :**

**Monsieur Tiécoura MALLE** : N°Mle 932.62.F, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge de Paix à Compétence Etendue de Macina.

**III- JUSTICES DE PAIX A COMPETENCE ETENDUE**

**3 - 1 Juge de Paix à Compétence Etendue de Bafoulabé**

**Monsieur Harouna KIABOU** : N°Mle 939.68.M, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge au siège au Tribunal de Travail de Bamako.

**3 - 2 Juge de Paix à Compétence Etendue de Yélimané**

**Monsieur Seydou CISSE** : N°Mle 939.94.S, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge de Paix à Compétence Etendue de Djenné.

**3 - 3 Juge de Paix à Compétence Etendue de Toukoto**

**Monsieur Boureïma BILALY** : N°Mle 939.66.K, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge d’instruction au Tribunal de Première Instance de Sikasso.

**3 - 4 Juge de Paix à Compétence Etendue de Dioïla**

**Monsieur Cheick Oumar DAO** : N°Mle 939.86.H, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Substitut au Tribunal de Première Instance de Kati.

**3 - 5 Juge de Paix à Compétence Etendue de Ouelésébougou.**

**Monsieur Sékou Amadou KOITA** : N°Mle 939.22.K, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Substitut du Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de Koulikoro.



**3 - 6 Juge de Paix à Compétence Etendue de Yanfolila**

**Monsieur Sidiky SANOGO** : N°Mle 940.20.M, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Substitut du Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de Mopti.

**3 - 7 Juge de Paix à Compétence Etendue de Kignan.**

**Monsieur Abba Alassane** : N°Mle 939.75.M, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge de Paix à Compétence Etendue de Koro.

**3 - 8 Juge de Paix à Compétence Etendue de Niono.**

**Monsieur Dramane BARRE** : N°Mle 939.60.D, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge de Paix à Compétence Etendue de Bourem.

**3 - 9 Juge de Paix à Compétence Etendue de San.**

**Monsieur Ibrahim KONTA** : N°Mle 932.57.A, Magistrat de 2ème grade, 1er groupe, 1er échelon, précédemment Juge de Paix à Compétence Etendue de Yélimané.

**3 - 10 Juge de Paix à Compétence Etendue de Bandiagara**

**Monsieur Alou MAIGA** : N°Mle 335.92.E, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge de Paix à Compétence Etendue de Nioro du Sahel.

**3 - 11 Juge de Paix à Compétence Etendue de Djénné**

**Monsieur Lassana DIAKITE** : N°Mle 917-13-A, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Substitut du Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de Sikasso.

**3 - 12 Juge de Paix à Compétence Etendue de Koro**

**Monsieur Ibrahima DEMBELE** : N°Mle 939.95.T, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge au siège au Tribunal de Première Instance de Kayes.

**3 - 13 Juge de Paix à Compétence Etendue de Niafunké**

**Monsieur Amadou Tidiani DIAKITE** : N°Mle 939.87.J, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge au siège au Tribunal de Première Instance de Sikasso.

**3 - 14 Juge de Paix à Compétence Etendue de Bourem**

**Monsieur Soulé KASSE** : N°Mle 939.53.W, Magistrat de 2ème grade, 1er groupe, 1er échelon, précédemment Juge de Paix à Compétence Etendue de Bandiagara.

**3 - 15 Juge de Paix à Compétence Etendue de Macina**

**Monsieur Ladjji SARA** : N°Mle 939.82.D, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge de Paix à Compétence Etendue de Bougouni.

**3 - 16 Juge de Paix à Compétence Etendue de Bougouni**

**Monsieur Issa TRAORE** : N°Mle 932.63.G, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge au siège au Tribunal de Première Instance de la Commune V du district de Bamako.

**3.17 Juge de paix à Compétence Etendue de Nioro du Sahel**

**Monsieur Sama TAMBOURA** : N°Mle 939.56.Z, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge d'Instruction au Tribunal de Première Instance de Kayes.

**3.18 Juge de paix à Compétence Etendue de Kimparana**

**Monsieur Dramane SOUMANO** : N°Mle 939.73.T, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge de Paix à Compétence Etendue de Yorosso.

**3.19 Juge de paix à Compétence Etendue de Yorosso**

**Monsieur Youssouf FOFANA** : N°Mle 939.30.V, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge de Paix à Compétence Etendue de Bla.

**3.20 Juge de paix à Compétence Etendue de Bla**

**Monsieur Kassoum KONE** : N°Mle 939.92.P, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon, précédemment Juge de Paix à Compétence Etendue de Kimparana.

**3.21 Juge de paix à Compétence Etendue de Kidal**

**Monsieur Diakaridia Issa GOITA** : N°Mle 939.50.S, Magistrat de 2ème grade, 1er groupe, 2ème échelon, précédemment Juge de Paix à Compétence Etendue de Toukoto.

**3.22 Juge de paix à Compétence Etendue de Ménaka**

**Monsieur Kémaro KANAKOMO** : N°Mle 932.59.C, Magistrat de 2ème grade, 1er groupe, 1er échelon, précédemment Juge d'Instruction au Tribunal de Première Instance de Gao.

**3.17 Juge de paix à Compétence Etendue de Ansogo**

**Monsieur Dramane DOUCOURE** : N°Mle 939.72.S, Magistrat de 2ème grade, 2ème groupe, 3ème échelon.

**ARTICLE 2** : Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures, contraires, sera enregistré et publié au journal Officiel.

**Bamako, le 03 février 2003**

**Le Président de la République**  
**Amadou Toumani TOURE**

**DECRET N°03-038/P-RM DU 05 FEVRIER 2003  
PORTANT NOMINATION DE L'INSPECTEUR  
GENERAL DES ARMEES ET SERVICES DU MINISTERE  
DES FORCES ARMEES.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°99-045/P-RM du 1<sup>er</sup> octobre 1999 portant organisation de la Défense Nationale ;

Vu la Loi N°95-040 du 20 avril 1995 portant création de l'Inspection Générale des Armées et Services du Ministère des Forces Armées ;

Vu le Décret N°95-252/P-RM du 30 juin 1995 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Inspection Générale des Armées et Services du Ministère des Forces Armées ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 7 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le Colonel Tiéfolo TOGOLA, est nommé Inspecteur Général des Armées et Services du Ministère des Forces Armées.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret qui abroge les dispositions du Décret N°00-033/P-RM du 26 janvier 2000 portant nomination de l'Inspecteur Général des Armées et Services, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 5 février 2003**

**Le Président de la République,  
Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,  
Ahmed Mohamed AGHAMANI**

**Le ministre de l'Administration Territoriale  
et des Collectivités Locales,**

**Ministre de la Défense et des  
Anciens Combattants par intérim,**

**Kafougouna KONE**

**Le ministre Délégué chargé de la Promotion  
des Investissements et du Secteur Privé,**

**Ministre de l'Economie**

**et des Finances par intérim,**

**Ousmane THIAM**

**DECRET N°03-039/P-RM DU 05 FEVRIER 2003  
PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR  
ADMINISTRATIF ET FINANCIER DU MINISTERE DE  
LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi N°88-47/AN-RM du 5 avril 1998 portant création des Directions Administratives et Financières ;

Vu le Décret N°89-298/P-RM du 30 septembre fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Directions Administratives et Financières ;

Vu le Décret N°02-270/P-RM du 24 mai 2002 portant modification de l'annexe II au Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 7 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le Colonel Mary DIARRA est nommé **Directeur administratif et Financier du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants.**

**ARTICLE 2 :** Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 5 février 2003**

**Le Président de la République,  
Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,  
Ahmed Mohamed AGHAMANI**

**Le ministre de l'Administration Territoriale et des  
Collectivités Locales,**

**Ministre de la Défense  
et des Anciens Combattants par intérim,**

**Kafougouna KONE**

**Le ministre Délégué chargé de la Promotion  
des Investissements et du Secteur Privé,**

**Ministre de l'Economie et des Finances par intérim,**

**Ousmane THIAM**

**DECRET N°03-040/P-RM DU 05 FÉVRIER 2003  
PORTANT NOMINATIONS AU MINISTÈRE DE LA  
DÉFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS.**

**Le Président de la République,**

Vu la Constitution ;

Vu la loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la Création, de l'Organisation, de la gestion et du contrôle des services Publics ;

Vu le décret n°94-201/P-RM du 3 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets ministériels ;

Vu le décret n°94-202/P-RM du 3 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Secrétariats Généraux de départements ministériels ;

Vu le décret n°02-270/P-RM du 24 mai 2002 portant modification de l'annexe II au décret n°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des Indemnités alloués aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n°02-503/P-RM du 7 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**Statuant en conseil des ministres,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Sont nommés au ministère de la défense et des Anciens Combattants en qualité de :

**I Secrétaire Général :**  
Colonel Mahamane TOURE,

**II Chef de Cabinet**  
Colonel Hamet SIDIBE.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures, contraires, sera enregistré et publié au journal Officiel.

**Bamako, le 05 février 2003**

**Le Président de la République**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ahmed Mohamed Ag HAMANI**

**Le Ministre de l'Administration Territoriale  
et des Collectivités Locales,  
Ministre de la Défense et des Anciens  
Combattants par Intérim,**  
**Kafougouna KONE**

**Le Ministre Délégué chargé de la Promotion des  
Investissements et du Secteur Privé,  
Ministre de l'Economie et des Finances par Intérim,**  
**Ousmane THIAM**

-----

**DECRET N°03-041/P-RM DU 05 FÉVRIER 2003  
PORTANT DISSOLUTIONS DU CONSEIL COMMUNAL  
DE LA COMMUNE DE I DU DISTRICT DE BAMAKO**

**Le Président de la République,**

Vu la Constitution ;

Vu la loi n°93-008 du 11 février 1993 déterminant les conditions de la libre administration des collectivités territoriales et ses textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°95-034 du 12 février 1995 portant code des Collectivités territoriales modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°96-059 du 4 novembre 1996 portant création des communes ;

Vu le décret n°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement,

**Statuant en Conseil Ministres,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le Conseil communal de la Commune I du District de Bamako est dissout pour les motifs suivants :

- blocage du fonctionnement normal du conseil communal du fait de graves dissensions entre conseillers ;

- tenue irrégulière des sessions ordinaires ;  
 - retrait abusifs de notifications de concessions urbaines d'habitation par les conseillers communaux ;

- adoption de délibération portant attribution de lots d'habitation aux conseillers communaux en lieu et place des populations bénéficiaires ;

- lotissements et attributions irréguliers de parcelles sur le domaine privé immobilier de l'Etat.

**ARTICLE 2 :** Le Ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales, le Ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal Officiel.

**Bamako, le 05 février 2003**

**Le Président de la République**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier Ministre,**  
**Ahmed Mohamed Ag HAMANI**

**Le Ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales,**  
**Kafougouna KONE**

-----

**DECRET N°03-042/P-RM DU 05 FEVRIER 2003 PORTANT NOMINATIONS DANS LES MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°86-27/AN-RM du 21 janvier 1986 fixant les indices spéciaux pour les différentes catégories de personnel en service dans les missions diplomatiques et consulaires de la République du Mali ;

Vu le Décret N°337/PG-RM du 14 octobre 1986 portant application de la Loi N°86-27/AN-RM du 21 janvier 1986 ;

Vu le Décret N°99-174/P-RM du 28 juin 1999 fixant les attributions des membres du personnel diplomatique et consulaire ;

Vu le Décret N°96-044/P-RM du 8 février 1996 fixant les avantages accordés au personnel diplomatique, administratif et technique dans les missions diplomatiques et consulaires de la République du Mali, modifié par le Décret N°99-344/P-RM du 3 novembre 1999 ;

Vu le Décret N°02-140/P-RM du 25 mars 2002 portant répartition des postes diplomatiques et consulaires ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 7 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Les fonctionnaires dont les noms suivent sont nommés dans les Missions Diplomatiques et Consulaires ci-après en qualité de :

**PREMIER CONSEILLER A L'AMBASSADE DU MALI A TOKYO :**

Monsieur **Mohamed MAIGA**, N°Mle 734-86-H, Conseiller des Affaires Etrangères ;

**CONSEILLER CONSULAIRE AU CONSULAT DU MALI A NIAMEY :**

Monsieur **Moussa DEMBELE**, Capitaine de Gendarmerie.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 5 février 2003**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AG HAMANI**

**Le ministre Délégué chargé des Maliens de l'Extérieur et à l'Intégration Africaine, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale par intérim,**  
**Oumar Hamadoun DICKO**

**Le ministre Délégué chargé de la Promotion des Investissements et du Secteur Privé, Ministre de l'Economie et des Finances par intérim,**  
**Ousmane THIAM**

-----

**DECRET N° 03-043/P-RM DU 05 FEVRIER 2003 DETERMINANT LE CADRE ORGANIQUE DE LA DIRECTION NATIONALE DE LA GEOLOGIE ET DES MINES.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 Mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu La Loi N°90-105/AN-RM du 11 Octobre 1990 portant création de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines ;  
Vu le Décret N°85-179/PG-RM du 23 Juillet 1985 fixant les conditions et procédures d'élaboration et de gestion des cadres organiques ;

Vu le Décret N°85-204/PG-RM du 22 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret N°02-583/P-RM du 20 décembre 2002 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 7 novembre 2002 fixant les intérimis des membres du Gouvernement ;

## STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES

### DECRETE :

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Le cadre organique (structures et effectifs) de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines est défini et arrêté comme suit :

#### CADRE ORGANIQUE DE LA DIRECTION NATIONALE DE LA GÉOLOGIE ET DES MINES

STRUCTURES - EMPLOIS	CADRE - CORPS	CATEG.	EFFECTIFS/ANNEES					
			I	II	III	IV	V	
<b>DIRECTION</b>								
Directeur	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1	1	1	
Directeur Adjoint	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1	1	1	
Comptable-Matières Adjoint	Cont. Fin./Trésor	B2/B1	2	2	2	2	2	
Régisseur	Cont. Fin./Trésor	B2/B1	1	1	1	1	1	
<b>SECRETARIAT</b>								
Chef du Secrétariat	Secr. Adm./Att. Adm.	B2/B1	1	1	1	1	1	
Secrétaire dactylo standardiste	Secr. Adm. Adj. Secr.	B2/B1	4	4	4	4	4	
Plantons	Conventionnaire	B2/B1-C	2	2	2	2	2	
Chauffeur-mécanicien	Conventionnaire		2	2	2	2	2	
Reprographe	Conventionnaire		3	3	3	3	3	
			1	1	1	1	1	
<b>CENTRE DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATIQUE</b>								
Chef du Centre de Documentation	Ing. Ind. Mines/Ing. Inform.	A	1	1	1	1	1	
Chef de Section Documentation	Ing. Ind. Mines /Adm. Arts et Cultures	A	1	1	1	1	1	
Chargé de Documentation	Ing. Ind. Mines/ Tech. Ind.	A/B1	1	1	1	1	1	
Chargé des Archives	Tech. Ind. Mines/ Adm. Arts et Cultures	B2/B1	1	1	1	1	1	
Chargé analyse de documents	Ing. Ind. Mines/ Tech. Ind Mines	A/B2	1	1	1	1	1	
Chef Section Informatique	Ing. Ind. Mines/ Ing. Infor.	A	1	1	1	1	1	
Informaticien programmeur	Ing. Ind. Mines/ Tech. Ind Mines	A/B2	2	2	2	2	2	
Informaticiens	Ing. Infor/ Tech. Ind Mines							
Chef Section lithothèque	Ing. Ind. Mines/ Tech. Ind Mines	A/B2	3	3	3	3	3	
	Tech. Ind Mines	A/B1	1	1	1	1	1	
Chargé Lithothèque		B2/B1	2	2	2	2	2	

STRUCTURES - EMPLOIS	CADRE - CORPS	CATEG.	EFFECTIFS/ANNEES					
			I	II	III	IV	V	
<b>DIVISION ETUDES ET LEGISLATION</b>								
Chef de Division	Ing. Ind. Mines/Magist./Adm civil	A	1	1	1	1	1	
<b>Section Etudes</b>								
Chef de Section	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1	1	1	
Géologue Minier	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1	1	1	
Géologue Pétrolier	Ing. Ind. Mines	A	2	2	2	2	2	
Pétrochimiste	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1	1	1	
Topographe	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1	1	1	
Chargé d'Economie minière	Ing. Ind. Mines	A	2	2	2	2	2	
<b>Section Législation</b>								
Chef de Section	Adm civil/Magist.	A	1	1	1	1	1	
Chargé de la réglementation	Ing. Ind. Mines/ Adm civil	A	1	1	1	1	1	
Assistant au chargé de la réglementation	Tech. Ind. Mines/ Cont.Fin./ Trésor	B2/B1	1	1	1	1	1	
<b>DIVISION GEOLOGIE</b>								
Chef de Division	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1	1	1	
<b>Section Cartographie géologique</b>								
Chef de Section	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1	1	1	
Géologue Cartographe	Ing. Ind. Mines	A	2	2	2	2	2	
Géologue Structuraliste	Ing. Ind. Mines	A	2	2	2	2	2	
<b>Section Prospection Minière</b>								
Chef de Section	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1	1	1	
Géologue Minier	Ing. Ind. Mines	A	3	3	3	3	3	
Topographe	Ing. Ind. Mines	A	2	2	2	2	2	
Géophysicien	Ing. Ind. Mines	B2/B1	2	2	2	2	2	
<b>DIVISION MINES</b>								
Chef de Division	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1	1	1	
<b>Section Inspection</b>								
Chef de Section	Ing. Ind. Mines/Adm. Civil	A	1	1	1	1	1	
Chargés d'inspection	Ing. Ind. Mines	A	2	2	2	2	2	
Assistant d'inspection	Tech. Ind. Mines	B2/B1	3	3	3	3	3	
<b>Section Evaluation</b>								
Chef de Section	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1	1	1	
Chargé d'évaluation	Ing. Ind. Mines	A	2	2	2	2	2	
Chargé d'économie minière	Ing. Ind. Mines	A	2	2	2	2	2	
Chargé de questions environnementales	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1	1	1	

<b>DIVISION INSTALLATIONS CLASSEES ET ENVIRONNEMENT MINIER</b>					
Chef de Division	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1
<b>Section Installations Classées</b>					
Chef de Section Installations Classées	Ing. Ind. Mines/Tech. Ind.	A/B2	1	1	1
Chargé des Installations classées	Ing. Ind. Mines/Tech. Ind.	A/B2	2	2	2
<b>Section Environnement Minier</b>					
Chef de Section Environnement Minier	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1
Chargé des questions environnementales	Ing. Ind. Mines	A	2	2	2
<b>DIVISION HYDROCARBURES</b>					
Chef de Division	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1
<b>Section Exploitation Pétrolière</b>					
Chef de Section	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1
Géologue Pétrolier	Ing. Ind. Mines	A	2	2	2
Sondeur	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1
Géophysicien	Ing. Ind. Mines	A	2	2	2
<b>Section Pétrochimie</b>					
Chef de Section	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1
Pétrochimiste	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1
Chargé du contrôle des instruments	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1
<b>TOTAL</b>			<b>88</b>	<b>88</b>	<b>88</b>

**ARTICLE 2 :** Le présent décret abroge le Décret n°90-105/P-RM du 11 octobre 1990 déterminant le cadre organique de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines.

**ARTICLE 3 :** Le ministre des Mines de l'Energie et de l'Eau, le ministre du Travail et de la Fonction Publique, le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 5 février 2003**

**Le Président de la République,  
Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,  
Ahmed Mohamed AGHAMANI**

**Le ministre des Mines, de  
l'Energie et de l'Eau,  
Hamed Diane SEMEGA**

**le ministre délégué chargé de l'Emploi  
et de la Formation Professionnelle,  
Ministre du Travail et de la Fonction Publique,  
Mme DIALLO M'Bodji SENE**

**Le ministre de l'Equipeement et des Transports,  
Ministre de l'Economie et des Finances par intérim,  
Ousmane Issoufi MAIGA**

Vu le Décret N°02-584/P-RM du 20 décembre 2002 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Programme pour le Développement des Ressources Minérales ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 7 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le cadre organique (structures et effectifs) du Programme pour le Développement des Ressources Minérales est défini et arrêté comme suit :

-----

**DECRET N° 03-044/P-RM DU 05 FEVRIER 2003  
DETERMINANT LE CADRE ORGANIQUE DU  
PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT DES  
RESSOURCES MINERALES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 Mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu La Loi N°90-103/AN-RM du 11 Octobre 1990 portant création du Programme pour le Développement des Ressources Minérales ;

Vu le Décret N°85-179/ PG-RM du 23 Juillet 1985 fixant les conditions et procédures d'élaboration et de gestion des cadres organiques ;

Vu le Décret N°204/PG-RM du 22 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;



## CADRE ORGANIQUE DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES MINERALES

STRUCTURES - EMPLOIS	CADRES - CORPS	CATEG.	EFFECTIF/ ANNEE				
			I	II	III	IV	V
<b>DIRECTION</b>							
Directeur	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1	1	1
Comptable Gestionnaire	Cont.Fin./Trésor	B2/B1	1	1	1	1	1
Chargé d'approvisionnement	Cont.Fin./Adjt./Trésor	B2/B1-C	1	1	1	1	1
Chargé Promotion marketing	Ing.Ind.Mines/Att.Ad/Secrét/Adm	A/B2-B1	1	1	1	1	1
Juriste	Contractuel		2	2	2	2	2
Agent Administratif	Contractuel		1	1	1	1	1
Comptables	Contractuel		2	2	2	2	2
Secrétaire Direction	Secr. Adm./Att. Adm	B2/B1	1	1	1	1	1
Bureauticien	Contractuel		1	1	1	1	1
<b>SECRETARIAT</b>							
Chef Secrétaire	Adj. de Secrétariat	B2/B1	1	1	1	1	1
Secrétaire - Dactylo	Contractuel		3	3	3	3	3
Standardiste	Contractuel		1	1	1	1	1
Gardien	Contractuel		1	1	1	1	1
Planton	Contractuel		1	1	1	1	1
Chauffeurs	Contractuel		2	2	2	2	2
Reprographe	Contractuel		1	1	1	1	1
<b>UNITE MAINTENANCE</b>							
Chef de Maintenance	Ing. Ind.Mines	A	1	1	1	1	1
Chargé de la mécanique	Contractuel		2	2	2	2	2
Chauffeur-mécanicien	Contractuel		20	20	20	20	20
Aide-Mécanicien	Contractuel		4	4	4	4	4
Chargé d'électromécanique	Tech. Ind. Mines	B2/B1	1	1	1	1	1
Chargé de Froid	Tech. Ind. Mines	B2/B1	1	1	1	1	1
Chargé d'électricité Auto	Contractuel		1	1	1	1	1
Electricien	Contractuel		1	1	1	1	1
<b>SERVICE LABORATOIRE</b>							
Chef de Service	Ing.Ind.Mines	A	1	1	1	1	1
Chargé d'analyse	Ing. Ind. Mines	A	3	3	3	3	3
Chimistes	Tech. Ind. Mines	B2/B1	7	7	7	7	7
Aide Chimiste	Contractuel		15	15	15	15	15
Chargé Expertise Pierres Précieuses	Ing.Ind.Mine/Tech.Ind.	A/B2	2	2	2	2	2
<b>SERVICE EXPLORATION</b>							
Chef de Service	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1	1	1
Chargés de Géologie minière	Ing. Ind. Mines	A	12	12	12	12	12
Assistant de Géologie minière	Tech.. Ind. Mines	B2/B1	10	10	10	10	10
Prospecteurs	Contractuels		8	8	8	8	8
Chargé de Topographie	Ing. Ind. Mines	A	2	2	2	2	2
Assistant de Topographie	Tech. Ind. Mines	B2	2	2	2	2	2
Chargé de Géophysique	Ing. Ind. Mines	A	2	2	2	2	2
Assistant de Géophysique	Tech. Ind. Mines	B2/B1	2	2	2	2	2
Chargé des Matériaux de Construct.	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1	1	1
Chargé Promotion Petites Mines	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1	1	1
Chargé de Géologie Pétrolière	Ing. Ind. Mines	A	2	2	2	2	2
Assistant géologie pétrolière	Contractuel		2	2	2	2	2
Chargé de sondage minier	Ing. Ind. Mines	A	2	2	2	2	2
Sondeur Minier	Tech. Ind. Mines	B2/B1	2	2	2	2	2
Assistant sondeur	Contractuel		4	4	4	4	4

SERVICE GEOTECHNIQUE							
Chef de Service	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1	1	1
Chargé de Sondage Géotechnique	Ing. Ind. Mines	A/B2	2	2	2	2	2
Assistant Sondeur	Contractuels		3	3	3	3	3
Chargé d'Hydrogéologie	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1	1	1
Assistant Hydrogéologie	Tech.Ind.Mine/Agt TIM	B2/B1	1	1	1	1	1
Minier Artificier	Ing. Ind. Mines	B2/B1-C	2	2	2	2	2
Chargé de Gestion des Explosifs	Ing. Ind. Mines/Tech.Ind.	A/B2	2	2	2	2	2
Chargé d'Exploitation Minière	Ing. Ind. Mines	A	2	2	2	2	2
Chargé d'Enrichissement Minerais	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1	1	1
Assistant Enrichissement Minerais	Tech Ind Mines/Agt TIM	B2-B1-C	2	2	2	2	2
Métallurgiste	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1	1	1
Assistant Métallurgiste	Tech.Ind.Mines/Agt TIM	B2/B1-C	2	2	2	2	2
Dessinateur	Contractuel		1	1	1	1	1
<b>TOTAL</b>			<b>154</b>	<b>154</b>	<b>154</b>	<b>154</b>	<b>154</b>

**ARTICLE 2 :** Le présent décret abroge le Décret N°90-52/P-RM du 22 novembre 1990 déterminant le cadre organique du Programme pour le Développement des Ressources Minérales.

**ARTICLE 3 :** Le ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau, le ministre du Travail et de la Fonction Publique et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 5 février 2003**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed Ag HAMANI**

**Le ministre des Mines, de**  
**l'Energie et de l'Eau,**  
**Hamed Diane SEMEGA**

**Le ministre Délégué chargé de l'Emploi**  
**et de la Formation Professionnelle,**  
**Ministre du Travail et de la Fonction**  
**Publique par intérim,**  
**Mme DIALLO M'Bodji SENE**

**Le ministre de l'Equipeement et des Transports,**  
**Ministre de l'Economie et des Finances par intérim,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**DECRET N° 03-045/P-RM DU 05 FEVRIER 2003**  
**DETERMINANT LE CADRE ORGANIQUE DES**  
**SERVICES REGIONAUX ET SUB-REGIONAUX DE LA**  
**DIRECTION NATIONALE DE LA GEOLOGIE ET DES**  
**MINES.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 Mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu La Loi N°90-105/AN-RM du 11 Octobre 1990 portant création de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines ;

Vu le Décret N°02-583/P-RM du 20 décembre 2002 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines ;

Vu le Décret N°85-179/ PG-RM du 23 Juillet 1985 fixant les conditions et procédures d'élaboration et de gestion des cadres organiques ;

Vu le Décret N°85-204/PG-RM du 22 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 7 novembre 2002 fixant les intérimis des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le cadre organique (structures et effectifs) des Services Régionaux et Sub-régionaux de la Direction Nationale de la Géologie et des Mines est défini et arrêté comme suit :

**CADRE ORGANIQUE DES DIRECTIONS REGIONALES DE LA DIRECTION NATIONALE DE LA GÉOLOGIE ET DES MINES**

STRUCTURES - EMPLOIS	CADRE - CORPS	CATE G.	EFFECTIFS/ANNEES				
			I	II	III	IV	V
<b>DIRECTION</b> Directeur	Ing. Ind. Mines	A	1	1	1	1	1
<b>SECRETARIAT</b> Secrétaire dactylo Comptable-Matières Documentaliste Standardiste Planton Chauffeur-mécanicien Gardien	Secr. Adm./Att. Adm./ Adj Contr.Fin./Trésor Ing./Tech./Ind. Mines Conventionnaire Conventionnaire Conventionnaire Conventionnaire	B2/B1 B2/B1 A/B2     	1 1 1 1 1 3 1	1 1 1 1 1 3 1	1 1 1 1 1 3 1	1 1 1 1 1 3 1	1 1 1 1 1 3 1
<b>DIVISION GEOLOGIE</b>  Chef de Division Chargé des programmes d'inventaire des indices et du suivi des titres de recherche  Chargé des programmes de cartographie géologique  Chargé du suivi des travaux	  Ing. Ind. Mines. Ing. Ind. Mines  Ing. Ind. Mines  Tech. Ind. Mines	  A A  A  B2/B1	  1 1  1  2	  1 1  1  2	  1 1  1  2	  1 1  1  2	  1 1  1  2
<b>DIVISION MINES</b>  Chef de Division  Chargé du suivi des mines, des carrières et des établissements classés  Chargé de l'artisanat minier de la petite mine et de la vulgarisation des Techniques minières  Assistant d'inspection	  Ing. Ind. Mines  Ing. Ind. Mines  Tech. Ind. Mines  Tech. Ind. Mines	  A  A  B2/B1  B2/B1	  1  1  1  2	  1  1  1  2	  1  1  1  2	  1  1  1  2	  1  1  1  2
<b>TOTAL</b>			<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>

**CADRE ORGANIQUE DES SERVICES REGIONAUX ET SUB-REGIONAUX DE LA DIRECTION  
NATIONALE DE LA GÉOLOGIE ET DES MINES**

STRUCTURES - EMPLOIS	CADRE - CORPS	CATE G.	EFFECTIFS/ANNEES						
			I	II	III	IV	V		
<b>SERVICE</b>									
Chef de Service	Ing. Ind. Mines.	A	1	1	1	1	1		
Chargé du suivi des travaux	Tech. Ind. Mines	B2/B1	1	1	1	1	1		
Chargé de contrôle	Tech. Ind. Mines	B2/B1	1	1	1	1	1		
<b>SECRETARIAT</b>									
Secrétaire	Conventionnaire		1	1	1	1	1		
Chauffeur-Mécanicien	Conventionnaire		1	1	1	1	1		
Gardien	Conventionnaire		1	1	1	1	1		
<b>TOTAL</b>			<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>		

**ARTICLE 2 :** Le ministre des Mines de l'Energie et de l'Eau, le ministre du Travail et de la Fonction Publique et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 5 février 2003**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AGHAMANI**  
**Le ministre des Mines, de**  
**l'Energie et de l'Eau,**  
**Hamed Diane SEMEGA**  
**le ministre délégué chargé de l'Emploi**  
**et de la Formation Professionnelle,**  
**Ministre du Travail et de la Fonction Publique**  
**par intérim**  
**Mme DIALLO M'Bodgi SENE**  
**Le ministre de l'Equipeement et des Transports,**  
**Ministre de l'Economie et des Finances par intérim,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

-----  
**DECRET N°03-046/P-RM DU 05 FEVRIER 2003**  
**DÉTERMINANT LE CADRE ORGANIQUE DE LA**  
**DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE DU**  
**MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE**  
**ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES.**

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°94-009/CMLN, du 22 mars 1994, portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi N°88-47/AN-RM, du 05 avril 1988, portant création des Directions Administratives et Financières ;

Vu le Décret N°179/PG-RM, du 23 juillet 1985, fixant les conditions et procédures d'élaboration et de gestion des cadres organiques ;

Vu le Décret N°204/PG-RM, du 21 août 1985, déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret N°298/PG-RM, du 30 septembre 1989, fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Directions Administratives et Financières ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM, du 12 octobre 2002, portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM, du 16 octobre 2002, modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 7 novembre 2002 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le cadre organique (structures et effectifs) de la Direction Administrative et Financière du Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales est défini et arrêté comme suit :

**CADRE ORGANIQUE DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DU MINISTERE DE  
L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DES COLLECTIVITES LOCALES**

STRUCTURES - EMPLOIS	CADRE - CORPS	CATE G.	EFFECTIFS/ANNEES					
			I	II	III	IV	V	
<b>DIRECTION</b>								
Directeur	Adm.civ./Insp.Fin. Trésor.Sces	A	1	1	1	1	1	
Directeur Adjoint	Eco./Commissaire/ Adm.Civ./Insp.Fin. Trésor, Sces Eco./Cadre de l'Armée et de la Police	A	1	1	1	1	1	
<b>SECRETARIAT</b>								
Chef du Secrétariat	Secrét. d'Adm./Attaché d'Admin.	B	1	1	1	1	1	
Dactylo	Adjoint de Secrétariat	C	2	2	2	2	2	
Planton-manœuvre	Conventionnaire		2	2	2	2	2	
Ronéotypiste	Conventionnaire		1	1	1	1	1	
Chauffeur	Conventionnaire		1	1	1	1	1	
<b>DIVISION DU PERSONNEL</b>								
Chef de division	Administrateur Civil	A	1	1	1	1	1	
<b>SECTION GESTION DU PERSONNEL</b>								
Chef de section	Administrateur Civil	A	1	1	1	1	1	
Chargé de gestion du personnel	Secrétaire d'Administration/ Attaché d'Administration	B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	1	1	1	1	1	
<b>SECTION CADRES ORGANIQUES ET FORMATION</b>								
Chef de section	Administrateur Civil	A	1	1	1	1	1	
Chargé de gestion des cadres org., formation et perfectionnement	Secrétaire d'Administration/ Attaché d'Administration	B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	1	1	1	1	1	
<b>DIVISION DES FINANCES</b>								
Chef de division	Administrateur Civil/ Insp. Finances, Trésor Sces Eco. - Impôts	A	1	1	1	1	1	
<b>SECTION PREPARATION ET EXECUTION DU BUDGET</b>								
Chef de section	Administrateur Civil/Insp. Finances, Trésor	A	1	1	1	1	1	
Chargé de préparation et exécution du Budget	Contrôleur Finances, Trésor	B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	2	2	2	2	2	
Billeteur	Adt. Serv. Fin. Trésor	C	1	1	1	1	1	
<b>SECTION COMPTES ADMINISTRATIFS ET SITUATIONS PERIODIQUES</b>								
Chef de section	Inspecteur Finances, Trésor	A	1	1	1	1	1	
Chargé des comptes administratifs et des situations périodiques	Contrôleur Finances, Trésor	B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	2	2	2	2	2	

<b>SECTION SUIVI DES FONDS D'ORIGINE EXTERIEURE</b>					
Chef de section	Inspecteur Finances, Trésor	A	1	1	1
Chargé du suivi des fonds	Contrôleur Finances, Trésor	B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	1	1	1
<b>DIVISION DU MATERIEL ET EQUIPEMENT</b>					
Chef de division	Administrateur Civil/ Insp. Finances, Trésor	A	1	1	1
<b>SECTION APPROVISIONNEMENT</b>					
Chef de section	Inspecteur Finances, Trésor	A	1	1	1
Chargé des marchés publics	Contrôleur Finances, Trésor	B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	1	1	1
Régisseur	Contrôleur du Trésor/Financ.	B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	1	1	1
Chargé de l'inventaire du matériel	Adjoint Services Finances/ Trésor	C	1	1	1
<b>SECTION COMPTABILITE MATIERES</b>					
Chef de section	Inspecteur Finances, Trésor	A	1	1	1
Chargé comptabilité matières	Adjoint Trésor	C	1	1	1
<b>TOTAL</b>			<b>31</b>	<b>31</b>	<b>31</b>

**ARTICLE 2 :** Le présent décret abroge les dispositions du Décret N°90-095/P-RM du 5 avril 1990 déterminant le cadre organique de la Direction Administrative et Financière du Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales.

**ARTICLE 3 :** Le ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales, le ministre du Travail et de la Fonction Publique et le ministre de l'Economie et des Finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 5 février 2003**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AGHAMANI**

**Le ministre de la Sécurité Intérieure et de la Protection Civile,**  
**Ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales par intérim,**  
**Souleymane SIDIBE**

**Le ministre Délégué chargé de l'Emploi Et de la Formation Professionnelle,**  
**Ministre du Travail**

**et de la Fonction Publique par intérim,**  
**Mme DIALLO M'Bodji SENE**

**Le ministre de l'Equipeement et des Transports,**  
**Ministre de l'Economie et des Finances par intérim,**  
**Ousmane Issoufi MAIGA**

**DECRET N°03-047/P-RM DU 05 FEVRIER 2003 DÉTERMINANT LE CADRE ORGANIQUE DE LA DIRECTION NATIONALE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N° 94/009, du 22 mars 1994, portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance N°99-003/P-RM, du 31 mars 1999, portant création de la Direction Nationale des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret N°179/PG-RM, du 23 juillet 1985, fixant les conditions et procédures d'élaboration et de gestion des cadres organiques ;

Vu le Décret N°204/PG-RM, du 21 août 1985, déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret N°99-130/P-RM, du 26 mai 1999, fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale des Collectivités Territoriales ;

Vu le Décret N°02-490/P-RM, du 12 octobre 2002 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°02-496/P-RM, du 16 octobre 2002 modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret N°02-503/P-RM du 7 novembre 2002 fixant les intérimis des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le cadre organique (structures et effectifs) de la Direction Nationale des Collectivités Territoriales est défini et arrêté comme suit :

**CADRE ORGANIQUE DE LA DIRECTION NATIONALE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

STRUCTURES - EMPLOIS	CADRE - CORPS	CATEG.	EFFECTIFS/ANNEES				
			I	II	III	IV	V
<b>DIRECTION</b> Directeur	Adm.civ.Insp.Fces/Insp. Serv. Eco/Planificateur Adminis. du Travail et de la Sécurité Sociale	A	1	1	1	1	1
Directeur Adjoint	Adm. Civil – Insp.Fin. Insp. Sces Eco/Planificateur	A	1	1	1	1	1
<b>SECRETARIAT</b> Chef du Secrétariat Secrétaire	Secrétaire d' Adm. Attaché d' Adm Attaché Adm./Adjoint de Secrétariat/Adjoint d' Administration	B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub> B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub> /C	1 3	1 3	1 4	1 5	1 6
Standardiste	Conventionnaire	-	1	1	1	1	1
Planton	Conventionnaire	-	2	2	3	3	3
Chauffeur	Conventionnaire	-	1		1	1	1
<b>CENTRE DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATIQUE</b> Chef de centre	Administrateur Civil Adm.Arts Cult./Ing. Informatique./Prof./Att Administ.	A/ B <sub>2</sub>	1	1	1	1	1
Chef Cellule Documentation	Techn. Arts Cult./Techn. Informat. Adm.Arts Cult./Adm. Civil/Prof./ Techn Arts Cult./Att. Adm./Secr. Adm. Att. Admin./Secr.Admin.	A/ B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	1	1	1	1	1
Chargé Entrée-Sortie	Techn. Arts Cult./Adjoint d' Admin./Adjoint de Secrétariat	B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub> /C	1	1	1	1	1
Chargé Classement Conservation	Att. Admin./Secr.Admin. Techn. Arts Cult./Adjoint d' Admin./Adjoint de Secrétariat	B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub> /C	1	1	1	1	1
Chef Cellule Informatique	Ingén. Informatique/Admin. Civil/ Techn. Informatique	A/ B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	1	1	1	1	1
Agent de saisie	Techn. Informat./Att. Admin./Secrét. Admin. Agent Techn. Informatique	B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub> /C	1	2	2	2	2
<b>DIVISION ADMINISTRATION ET INSTITUTIONS LOCALES</b> Chef de division	Administrateur Civil/Att. Admin./ Secrét. Admin.	A	1	1	1	1	1
<b>SECTION ADMINISTRATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b> Chef de section	Administrateur Civil/Secrét. Admin./ Att. d' Administration	A/B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	1	1	1	1	1
Chargé de dossiers	Secrét. d' Admin/Attaché d' Admin.	B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	2	2	3	3	3

<b>SECTION TRANSFERT DE COMPETENCES</b>							
Chef de section	Administrateur Civil/Att. Admin./ Secrét. Admin.	A/B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	1	1	1	1	1
Chargé de dossiers	Secrét. d'Admin. /Att. d'Admin./ Contr. Financ./ Contr. Serv. Econ.	B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	2	2	3	3	3
<b>SECTION INSTITUTIONS LOCALES</b>							
Chef de section	Administrateur Civil/Att. d'Admin. /Secrét. Admin./	A/B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	1	1	1	1	1
Chargé de dossiers	Secrét. d'Admin./Att. d'Admin.		1	2	2	2	2
<b>DIVISION FINANCES LOCALES ET DEVELOPPEMENT</b>							
Chef de division	Insp. Finances/Insp. Serv. Econo./ Insp. Trésor/Admin. Civil	A	1	1	1	1	1
<b>SECTION FINANCES LOCALES</b>							
Chef de section	Admin. Civil/Insp. Financ./Insp. Serv. Econ./Insp. Trésor/Insp. Impôts/Att. d'Admin./Contr. Trésor/Contr. Impôts/Att. Admin./Contr. Financ./	A/B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	1	1	1	1	1
Chargé de dossiers	Contr. Serv. Econ./Contr. Trésor/ Contr. Impôts  Att. Admin./Contr. Finan./Contr. Serv. Econ./Contr. Trésor/Contr. Impôts	B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	1	2	2	2	2
<b>SECTION DEVELOPPEMENT DES COLLECTIVITES LOCALES</b>							
Chef de section	Admin. Civil/Planificateur/Insp. Serv. Econo./Att. d'Admin./Serv. Admin. Techn. Trav. Planfic./Contr. Serv.	A/B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	1	1	1	1	1
Chargé de dossiers	Econ. Adm. Civil/Planificat./Insp. Serv. Econo./Att. Adm./Secret. dm./ Techn. Trav. Planfica./Contr. Serv. Econo.	A/B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	1	2	2	2	2
<b>DIVISION ELUS LOCAUX ET PERSONNEL</b>							
Chef de division	Administrateur Civil/Professeur	A	1	1	1	1	1
<b>SECTION ADMINISTRATION ET GESTION DU PERSONNEL</b>							
Chef de section	Admin. Civil/Admin. Trav. et Séc./ Prof. /Att. Admin./Secr. Admin. Contr. Trav. et Séc. Soc.	A/B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	1	1	1	1	1
Chargé de dossiers	Admin. Civil/Prof./Att. Admin./ Secret. Admin./Contr. Trav. et Séc. Sociale	A/B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	1	1	2	2	2



<b>SECTION FORMATION</b>					
Chef section	Professeur/Admin. Civil/Admin. Trav. et Séc. Soc.	A	1	1	1
Chargé de dossiers	Professeur/Admin. Civil/Admin. Trav. et Séc. Soc./Att. Admin./Contr. Trav. et Séc. Soc.	A/B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	1	2	2
<b>DIVISION COOPERATION ET PARTENARIAT</b>					
Chef de division	Administrateur Civil/Conseiller des Affaires Etrangères	A	1	1	1
<b>SECTION COOPERATION ET PARTENARIAT</b>					
Chef de section	Admin. Civil/Att. Admin./Secrét. Admin. Admin. Civil/Att. Admin./Secrét. Admin.	A/B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	1	1	1
Chargé des dossiers		A/B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	1	1	2
<b>SECTION JURIDIQUE</b>					
Chef de section	Admin. Civil/Conseiller Affaires Etrangères	A	1	1	1
Chargé des dossiers	Att. Admin./Secrét. Admin./Secrét. Affaires Etrangères	B <sub>2</sub> /B <sub>1</sub>	2	2	2
<b>TOTAL</b>			<b>41</b>	<b>46</b>	<b>52</b>

**ARTICLE 2 :** Le ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales, le ministre du Travail et de la Fonction Publique et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**ARTICLE 3 :** Le présent décret abroge les dispositions du Décret N°99-183/P-RM du 5 juillet 1999 déterminant le cadre organique de la Direction Nationale des Collectivités Territoriales.

**Bamako, le 5 février 2003**

**Le Président de la République,**  
**Amadou Toumani TOURE**

**Le Premier ministre,**  
**Ahmed Mohamed AGHAMANI**

**Le ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales,**  
**Kafougouna KONE**

**Le ministre du Travail et de la Fonction Publique,**  
**Modibo DIAKITE**

**Le ministre Délégué chargé de la Promotion des Investissements et du Secteur Privé,**  
**Ministre de l'Economie et des Finances par Intérim,**  
**Ousmane THIAM**

#### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

**ARRETE N°00-2782/MEF-SG** Fixant le régime fiscal et douanier applicable à l'Etude du Programme de réhabilitation et de développement des systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans la Région de Ségou.

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**

Vu la Constitution ;  
Vu le Code des Douanes ;  
Vu le Code Général des Impôts ;  
Vu la Loi n°96-061 du 4 novembre 1996 portant principes fondamentaux de la comptabilité publique ;

Vu le Protocole d'accord 27 mai 1998 entre la République du Mali et le Fonds Africain de Développement portant sur le Don relatif au programme de réhabilitation et de développement des systèmes d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement dans la Région de Ségou ;

Vu le Décret n°00-057/P-RM du 21 février 2000 portant nomination des membres du gouvernement ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1ER :** Les contrats et/ou marchés de travaux, d'études, de fourniture et services relatifs à l'exécution de l'étude du programme de réhabilitation et de développement des systèmes d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement dans la Région de Ségou sont régis par le Régime Fiscal et Douanier ci-après :

## CHAPITRE I : DISPOSITIONS APPLICABLES AU CORDON DOUANIER

### SECTION 1 : Dispositions applicables aux marchandises à l'importation

**ARTICLE 2 :** Les matériaux, les matériels et équipement et les matériels techniques importés dans le cadre de l'étude, du contrôle et de la réalisation des travaux du programme de réhabilitation et de développement des systèmes d'Approvisionnement en Eau potable et d'assainissement dans la Région de Ségou destinés à être incorporés intégralement et à titre définitif dans les ouvrages sont exonérés des droits et taxes suivants :

- Droit de Douanes (DD) ;
- Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) ;
- Prélèvement communautaire de solidarité (PCS) ;
- Prélèvement communautaire (PC) ;
- Impôts Spécial sur Certains Produits (ISCP) ;
- Redevance Statistique (RS).

**ARTICLE 3 :** Cette exonération concerne aussi les droits et taxes exigibles sur les pièces détachées, reconnus indispensables, à l'entretien et à la réparation des matériels et équipements utilisés pour l'étude du Programme.

Cette exonération ne s'applique pas aux produits suivants qui resteront soumis au régime de droit commun :

- Les carburants et lubrifiants ;
- mobiliers et matériels électroménagers ;
- pièces détachées et outils d'entretien des véhicules de tourisme ;
- autres biens non visés par l'article 2 et l'alinéa 1 de l'article 3.

**ARTICLE 4 :** Les matériels et équipements non incorporés à titre définitif dans les ouvrages, les matériels de travaux publics, les véhicules utilitaires utilisés pour la réalisation pour l'étude des travaux, les matériels professionnels et techniques importés par les entreprises adjudicataires bénéficient du régime de l'Admission Temporaire conformément au Décret n°184/PG-RM du 27 novembre 1974 et à l'arrêté interministériel n°236/MFC-MDITP du 23 janvier 1975. Les droits et taxes liquidés sous ce régime sont exonérés.

**ARTICLE 5 :** Les véhicules de tourisme importés pour les besoins de la conduite de l'étude du programme et utilisés comme véhicules de liaison seront placés sous le régime de l'Importation Temporaire (IT). Les droits et taxes liquidés sous ce régime sont exonérés.

**ARTICLE 6 :** Conformément aux différents contrats, tous les matériels et équipements déjà disponibles ou à acquérir tels que définis aux articles 4 et 5, seront à la fin du programme systématiquement rétrocedés à l'Etat Malien ou réexportés.

**ARTICLE 7 :** L'application des articles 2, 3, 4 et 5 est subordonnée à la communication à la Direction Générale des Douanes et avant le début des travaux, de la liste exhaustive et quantifiée de tous les biens à importer.

Cette liste, établie par le Coordinateur du Programme en liaison avec l'Ingénieur-conseil et la Direction Nationale de l'Hydraulique et visée par eux, peut être modifiée de commun accord entre les parties intéressées en cas d'ultime nécessité.

### SECTION 2 : Dispositions applicables aux biens des personnes expatriées affectées à l'exécution des travaux et services ;

**ARTICLE 8 :** Les importations d'effets et d'objets personnels à l'exclusion des véhicules à usage personnel des personnes expatriées affectées à l'exécution de l'étude du Programme ainsi que ceux des membres de leur famille les accompagnants, ou venant les rejoindre et devant partager leur résidence sont exonérées des droits et taxes, y compris l'ISCP, le PC, le PCS et la RS sous réserve que ces effets et objets soient en cours d'usage depuis au moins six (06) mois et que leur importation ait lieu dans un délai de six (0) mois après leur prise de fonction au Mali.

## CHAPITRE II : IMPÔTS, DROITS ET TAXES INTERIEURES

**ARTICLE 9 :** Les entreprises adjudicataires de marché et/ou contrats relatifs au programme de réhabilitation et de développement des systèmes d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement dans la Région de Ségou, ainsi que leurs sous-traitants sont exonérés des impôts, droits et taxes suivants :

- Taxes sur la Valeur Ajoutée (TVA) ;
- Taxe sur contrats d'assurances ;
- Droits d'enregistrement et de timbre sur les marchés et/ou contrat ;
- Patente sur marchés et/ou contrats.

Les autres impôts et/ou taxes intérieurs non expressément visés par les dispositions du présent article sont dus dans les conditions de droit commun.

**ARTICLE 10 :** Les entreprises et/ou leurs sous-traitants visés au présent article sont soumis au prélèvement de l'Acompte sur Divers Impôts et Taxes (ADIT) émis par la Direction Nationale des Impôts.

## CHAPITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES

**ARTICLE 11 :** Les entreprises et/ou leurs sous-traitants bénéficiaires des exonérations prévues par le présent arrêté sont tenus de déposer dans les conditions de droit commun les déclarations et documents relatifs aux impôts, droits et taxes de toute nature dont ils sont exemptés.

Nonobstant ces exonérations, le défaut ou le retard de déclaration ou de communication de document entraîne l'application de pénalités spécifiques prévues notamment par le Code Général des Impôts et le Code des Douanes.

**ARTICLE 12 :** En vue d'exercer leur contrôle, les agents des Directions Nationales des Impôts, de la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence ainsi que ceux de la Direction Générale des Douanes ont accès à tout moment aux bureaux, boutiques, magasins et chantiers des entreprises adjudicataires de marchés et/ou contrats relatifs à l'étude et du Programme de réhabilitation et de développement des systèmes d'Approvisionnement e Eau Potable et d'Assainissement dans la Région de Ségou. Ils peuvent à tout moment demander communication de tous documents nécessaires aux opérations de contrôle ou susceptibles d'en faciliter le déroulement.

**ARTICLE 13 :** La durée contractuelle pour l'exécution de l'étude du Programme est de 16 mois décomptés à partir de la notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

**ARTICLE 14 :** Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 10 octobre 2000**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Bacari KONE**  
**Chevalier de l'Ordre National.**

-----

**ARRETE N°00-2783/MEF-SG** Portant approbation du budget de l'Office Malien du Tourisme et de l'Hôtellerie.

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°96-060 du 4 novembre 1996 relative à la loi des Finances ;

Vu la Loi n°96-061 du 4 novembre 1996 portant principes fondamentaux de la création de l'organisation et du fonctionnement des Etablissements Publics à Caractère Administratif ;

Vu la Loi n°95-059 août 1995 portant création de l'Office Malien du Tourisme et de l'Hôtellerie ;

Vu la Loi n°99-045 du 23 décembre 1999 portant loi des Finances pour l'exercice 2000 ;

Vu le Décret n°00-057/P-RM du 26 février 2000 portant nomination des membres du gouvernement ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1ER :** Est approuvé pour l'exercice 2000, le Budget de l'Office Malien du Tourisme et de l'Hôtellerie, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : SIX CENT VINGT QUATRE MILLIONS CINQ CENT VINGT DEUX MILLE TROIS CENT SOIXANTE FRANCS CFA (624.522.360) Francs CFA, suivant le développement ci-après :

**Recettes :**

I/Taxe Touristique	= 504.522.360
II/Recettes Casino	= 60 000 000
III/Subvention EPA	= 60 000 000

**Montant total** = **624 522 360**

**Dépenses :**

I/Dépenses de Personnel	= 52 349 000
II/Matériel et fonctionnement	= 138 200 000
III/Equipement et Investissement	= 391 617 360
IV/Formation et Etudes	= 42 356 000

**Total :** = **624 522 360**

**ARTICLE 2 :** Le montant des dépenses est gagé sur les recettes inscrits au budget.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 10 octobre 2000**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Bacari KONE**  
**Chevalier de l'Ordre National.**

-----

**ARRETE N°00-2790/MEF-SG** Portant institution d'une régie d'avances au Centre National de Promotion des Investissements (C.N.P.I).

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°96-060 du 4 novembre 1996 relative à la loi des Finances ;

Vu la Loi n°81-045 du 27 mars 1981 instituant un Fonds de cautionnement des Comptables Publics ;

Vu la Loi n°96-061 du 4 novembre 1996 ;

Vu la Loi n°90-110/AN-RM du 27 juillet 1990 portant création des établissements publics à caractère administratif ;

Vu la Loi n°92-016/AN-RM du 23 septembre 1992 portant création de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique ;

Vu la Loi n°96-67 du 3 décembre 1996 portant création du Centre National de Promotion des Investissements ;

Vu le Décret n°92-132/AN-RM du 23 septembre 1992 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique;

Vu le Décret n°97-008/P-RM du 15 janvier 1997 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Centre National de Promotion des Investissements ;

Vu le Décret n°97-192/P-RM du 9 juin 1997 relatifs à la Comptabilité Publique ;

Vu le Décret n°00-057/P-RM du 26 février 2000 portant nomination des membres du gouvernement ;

**ARRETE:**

**ARTICLE 1ER :** Il est institué auprès du Centre National de Promotion des Investissements, une régie d'avances.

**ARTICLE 2 :** La régie d'avances du Centre National de Promotion des Investissements a pour objet, le paiement au comptant des dépenses relatives au fonctionnement du Centre et dont le montant est inférieur ou égal à cent mille (100 000) francs CFA.

**ARTICLE 3 :** Le montant de l'avance faite au Régisseur ne peut excéder dix millions (10 000 000) de francs CFA.

**ARTICLE 4 :** L'avance est mise à la disposition du régisseur au moyen d'un mandat de paiement émis par le Directeur Général du Centre National de Promotion des Investissements sur les crédits du chapitre d'imputation de la dépense.

**ARTICLE 5 :** Le régisseur d'avances est tenu de produire à l'agent comptable du Centre National de Promotion des Investissements les pièces justificatives des paiements qu'il effectue dans un délai de trois (3) mois et obligatoirement le 31 décembre de chaque année.

Il ne peut être fait de nouvelles avances avant l'entière justification des précédentes.

**ARTICLE 6 :** Le régisseur est dispensé de produire à l'agent comptable des pièces justificatives des dépenses de matériel n'excédant pas mille (1000) francs CFA.

L'emploi des sommes consacrées à ces dépenses est justifié par un état récapitulatif visé par la Direction Générale du Centre National de Promotion des Investissements.

**ARTICLE 7 :** Le régisseur est soumis aux contrôles du Contrôleur Général d'Etat, de l'Inspection des Finances, de l'Inspection du Trésor et de l'Agent Comptable du CNPI.

**ARTICLE 8 :** Le régisseur est soumis aux obligations et aux responsabilités des comptables publics. Il est astreint au paiement du cautionnement, conformément à la législation en vigueur.

Le régisseur perçoit une indemnité au taux fixé par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 9 :** Le régisseur doit tenir une comptabilité faisant ressortir à tout moment la situation des avances reçues, le montant des dépenses effectuées et le montant des fonds disponibles. Le dernier jour de chaque année budgétaire, comme en cas de cessation des opérateurs de la régie d'avance, le régisseur adresse à l'Agent Comptable du Centre National de Promotion des Investissements la part de l'avance dont il ne peut justifier l'emploi.

**ARTICLE 10 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 11 octobre 2000**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Bacari KONE**  
**Chevalier de l'Ordre National.**

**MINISTERE DE L'EDUCATION**

**ARRETE N°00-2438/ME.SG** Autorisant la création d'un établissement d'enseignement technique privé à Bamako.

**Le Ministre de l'Education,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°99-046 du 28 décembre 1999 portant loi d'orientation sur l'Education ;

Vu la Loi n°93-035 du 11 juin 1993 portant création de la Direction Nationale de l'Enseignement Technique et Professionnel ;

Vu la Loi n°94-032 du 25 juillet 1994 portant Statut de l'Enseignement privé en République du Mali ;

Vu le Décret n°94-276/P-RM du 15 août 1994 fixant les modalités d'application de la loi portant statut de l'enseignement privé en République du Mali ;

Vu le Décret n°00-057/P-RM du 21 février 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu la demande de l'intéressé et les pièces versées au dossier;

**ARRETE:**

**ARTICLE 1ER :** Le Groupement d'Intérêt Economique I.S.T.C.C. est autorisé à créer à Bamako un établissement d'enseignement technique privé dénommé « Institut Spécial des Techniques Commerciales et Comptables » en abrégé I.S.T.C.C.

**ARTICLE 2 :** Le Groupement d'Intérêt Economique « Institut Spécial des Techniques Commerciales et Comptables » doit se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

**Bamako, le 5 septembre 2000**

**Le Ministre de l'Education,  
Moustapha DICKO**

-----  
**ARRETE N°00-2443/ME.SG** Autorisant l'ouverture de filières au complexe scolaire du Fleuve « Centre MABILE » à Bamako.

**Le Ministre de l'Education,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°99-046 du 28 décembre 1999 portant loi d'orientation sur l'Education ;

Vu la Loi n°93-035 du 11 juin 1993 portant création de la Direction Nationale de l'Enseignement Technique et Professionnel ;

Vu la Loi n°94-032 du 25 juillet 1994 portant Statut de l'Enseignement privé en République du Mali ;

Vu le Décret n°94-276/P-RM du 15 août 1994 fixant les modalités d'application de la loi portant statut de l'enseignement privé en République du Mali ;

Vu le Décret n°91-068/P-RM du 26 février 1991 portant reconnaissance d'utilité publique du Centre Mabilé ;

Vu le Décret n°00-057/P-RM du 21 février 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté n°89-045/MEN-DNESHGTP-DNEF du 28 janvier 1989 portant ouverture du Centre Mabilé ;

Vu la demande de l'intéressé et les pièces versées au dossier;

**ARRETE:**

**ARTICLE 1ER :** Monsieur Mamadou Seyba TOURE est autorisé à ouvrir au sein de son Etablissement « Centre Mabilé les filières ci-après :

**NIVEAU CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE (CAP):**

- Dessin Bâtiment ;
- Construction Métallique ;
- Electricité.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Mamadou Seyba TOURE doit se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 6 septembre 2000**

**Le Ministre de l'Education,  
Moustapha DICKO**

-----  
**ARRETE N°00-2444/ME.SG** Autorisant l'ouverture d'un établissement d'enseignement technique et professionnel à Kita.

**Le Ministre de l'Education,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°99-046 du 28 décembre 1999 portant loi d'orientation sur l'Education ;

Vu la Loi n°93-035 du 11 juin 1993 portant création de la Direction Nationale de l'Enseignement Technique et Professionnel ;

Vu la Loi n°94-032 du 25 juillet 1994 portant Statut de l'Enseignement privé en République du Mali ;

Vu le Décret n°94-276/P-RM du 15 août 1994 fixant les modalités d'application de la loi portant statut de l'enseignement privé en République du Mali ;

Vu le Décret n°00-057/P-RM du 21 février 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu la Décision n°00-1138/ME-SG du 3 octobre 2000 portant autorisation de création du Centre de Formation Professionnelle de Kita ;

Vu la demande de l'intéressé et les pièces versées au dossier;

**ARRETE:**

**ARTICLE 1ER :** Monsieur Modibo Kane CISSE promoteur est autorisé à ouvrir à Kita un Etablissement d'Enseignement Technique et Professionnel dénommé « Centre de Formation Professionnelle de Kita » en abrégé C.F.P.K.

**ARTICLE 2 :** Le Centre de Formation Professionnelle de Kita dispensera un enseignement conduisant dans les filières ci-après :

**NIVEAU CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE (CAP) :**

- Aide-Comptable ;
- Employé de Bureau ;
- Dessin Bâtiment.

**NIVEAU BREVET DE TECHNICIEN (B.T) :**

- Comptabilité ;
- Secrétariat de Direction ;
- Dessin Bâtiment.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Modibo Kane CISSE doit se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 6 septembre 2000**

**Le Ministre de l'Education,  
Moustapha DICKO**

-----

**ARRETE N°00-2445/ME.SG** Autorisant l'ouverture d'un établissement d'enseignement technique et professionnel à Bamako.

**Le Ministre de l'Education,**

Vu la Constitution ;  
Vu la Loi n°99-046 du 28 décembre 1999 portant loi d'orientation sur l'Education ;

Vu la Loi n°93-035 du 11 juin 1993 portant création de la Direction Nationale de l'Enseignement Technique et Professionnel ;

Vu la Loi n°94-032 du 25 juillet 1994 portant Statut de l'Enseignement privé en République du Mali ;

Vu le Décret n°94-276/P-RM du 15 août 1994 fixant les modalités d'application de la loi portant statut de l'enseignement privé en République du Mali ;

Vu l'Arrêté n°99-1702/MESSRS-SG du 16 août 1999 portant création du Lycée Technique Privé Aïssata DIABY ;

Vu le Décret n°00-057/P-RM du 21 février 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu la demande de l'intéressé et les pièces versées au dossier;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1ER :** Monsieur Magansiré DIAKITE, Diplômé de l'Ecole Nationale d'Administration du Mali est autorisé à ouvrir à Bamako un établissement d'Enseignement Technique Privé dénommé « Lycée Technique Privé Aïssata DIABY » en abrégé L.T.P.A.D.

**ARTICLE 2 :** Le lycée Technique Privé Aïssata DIABY dispensera un enseignement conduisant dans les filières niveau Baccalauréat Technique ci-après :

- Technicien Economie ;
- Technicien Génie Civil ;
- Technicien Industrie.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Magansiré DIAKITE doit se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 6 septembre 2000**

**Le Ministre de l'Education,  
Moustapha DICKO**

-----

**ARRETE N°00-2446/ME.SG** Autorisant l'ouverture de filière au Centre Techno LAB, Institut Supérieur de Technologies Appliquées (TechnoLAB.I.S.T.A) à Bamako.

**Le Ministre de l'Education,**

Vu la Constitution ;  
Vu la Loi n°99-046 du 28 décembre 1999 portant loi d'orientation sur l'Education ;

Vu la Loi n°89-68 du 30 septembre 1989 portant création de la Direction Nationale de l'enseignement supérieur;

Vu la Loi n°94-032 du 25 juillet 1994 portant Statut de l'Enseignement privé en République du Mali ;

Vu le Décret n°90-198/P-RM du 17 mai 1990 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de l'enseignement supérieur ;

Vu le Décret n°94-276/P-RM du 15 août 1994 fixant les modalités d'application de la loi portant statut de l'enseignement privé ;

Vu le Décret n°00-057/P-RM du 21 février 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'Arrêté n°98-699/MESSRS-SG du 18 mai 1998 portant autorisation de créer un Etablissement Technique privé dénommé Centre Techno-LAB, Institut Supérieur de Technologies Appliquées ;

Vu la demande d'ouverture de filière et les autres pièces versées au dossier ;

**ARRETE:**

**ARTICLE 1ER :** Monsieur Daouda DIAKITE est autorisé à ouvrir une filière de formation au Centre TechnoLAB, Institut Supérieur de Technologies Appliquées dans la spécialité ci-après :

- Diplôme d'Etudes Supérieures Comptables et Financières (DESCF).

**ARTICLE 2 :** Ce cycle de spécialisation est ouvert aux détenteurs de Maîtrise ou équivalent et/ou du DEUG ou DUTS. La durée des études est d'un (1) an pour les titulaires de Maîtrise et de trois (3) ans pour les niveaux DEUG ou DUTS.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Daouda DIAKITE doit se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 6 septembre 2000**

**Le Ministre de l'Education,  
Moustapha DICKO.**

-----

**ARRETE N°00-2447/ME.SG** Autorisant l'ouverture d'un établissement Technique et Professionnel à Bamako.

**Le Ministre de l'Education,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°99-046 du 28 décembre 1999 portant loi d'orientation sur l'Education ;

Vu la Loi n°93-035 du 11 juin 1993 portant création de la Direction Nationale de l'Enseignement Technique et Professionnel ;

Vu la Loi n°94-032 du 25 juillet 1994 portant Statut de l'Enseignement privé en République du Mali ;

Vu le Décret n°94-276/P-RM du 15 août 1994 fixant les modalités d'application de la loi portant statut de l'enseignement privé ;

Vu le Décret n°00-057/P-RM du 21 février 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'Arrêté n°98-324/MESSRS-SG du 19 août 1998 portant autorisation de création du Centre de Formation Secondaire Technique ;

Vu la demande de l'intéressé et les autres pièces versées au dossier ;

**ARRETE:**

**ARTICLE 1ER :** Monsieur Soumana Badian COULIBALY est autorisé à ouvrir à Bamako un établissement d'enseignement technique professionnel dénommé « Centre de Formation Secondaire Technique » en abrégé (C.F.T.S).

**ARTICLE 2 :** Le Centre de Formation Secondaire Technique dispense un enseignement dans les filières ci-après :

**CYCLE CERTIFICAT D'APTITUDE PROFESSIONNELLE (C.A.P) :**

- Employé de bureau ;  
- Aide comptable ;  
- Employé de Banque.

**CYCLE BREVET DE TECHNICIEN (B.T) :**

- Comptabilité ;  
- Secrétariat de Direction.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Soumana Badian COULIBALY doit se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 6 septembre 2000**

**Le Ministre de l'Education,  
Moustapha DICKO.**

-----

**ARRETE N°00-2448/ME-SG** Autorisation la création d'un établissement d'enseignement secondaire général privé à Baguineda.

**Le Ministre de l'Education**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°99-046/ du 28 décembre 1999 portant loi d'orientation sur l'Education ;

Vu la Loi N°93-036 du 24 juin 1993 portant création de la Direction Nationale de l'Enseignement Secondaire général ;

Vu la Loi n°94-032/ du 25 juillet 1994 fixant le Statut de l'Enseignement Privé ;

Vu le Décret n°94-276/P-RM du 25 août 1994 fixant les modalités d'application de la loi portant Statut de l'Enseignement Privé ;

Vu le Décret n°00-057/P-RM du 21 février 2000 portant nomination des membres du gouvernement ;

Vu la demande de l'intéressé et les pièces versées au dossier;

**ARRETE:**

**ARTICLE 1ER :** Monsieur Emile Salam SOW est autorisé à créer à Baguineda un Etablissement d'Enseignement Secondaire Général Privé dénommé Lycée Basile SOW.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Salam SOW doit se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera enregistré publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 06 septembre 2000**

**Le Ministre de l'Education,  
Moustapha DICKO.**

-----

**ARRETE N°00-2449/ME.SG** Autorisant la création d'un établissement d'Enseignement Technique Privé à Bamako.

**Le Ministre de l'Education,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°99-046 du 28 décembre 1999 portant loi d'orientation sur l'Education ;

Vu la Loi n°93-035 du 11 juin 1993 portant création de la Direction Nationale de l'Enseignement Technique et Professionnel ;

Vu la Loi n°94-032 du 25 juillet 1994 portant Statut de l'Enseignement privé en République du Mali ;

Vu le Décret n°94-276/P-RM du 15 août 1994 fixant les modalités d'application de la loi portant statut de l'enseignement privé ;

Vu le Décret n°00-057/P-RM du 21 février 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu la demande de l'intéressé et les pièces versées au dossier;

**ARRETE:**

**ARTICLE 1ER :** Monsieur Siaka DIAKITE, Promoteur est autorisé à créer à Bamako un Etablissement d'Enseignement technique Privé dénommé « Centre d'Enseignement Privé pour l'Administration, le Commerce et l'Industrie » en abrégé CEPA.CI.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Siaka DIAKITE doit se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 6 septembre 2000**

**Le Ministre de l'Education,  
Moustapha DICKO.**

-----

**ARRETE N°00-2450/ME.SG** Autorisant la création d'un établissement d'Enseignement Technique Privé à Kita.

**Le Ministre de l'Education,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°99-046 du 28 décembre 1999 portant loi d'orientation sur l'Education ;

Vu la Loi n°93-035 du 11 juin 1993 portant création de la Direction Nationale de l'Enseignement Technique et Professionnel ;

Vu la Loi n°94-032 du 25 juillet 1994 portant Statut de l'Enseignement privé en République du Mali ;

Vu le Décret n°94-276/P-RM du 15 août 1994 fixant les modalités d'application de la loi portant statut de l'enseignement privé ;

Vu le Décret n°00-057/P-RM du 21 février 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu la demande de l'intéressé et les pièces versées au dossier;

**ARRETE:**

**ARTICLE 1ER :** Monsieur Fodé CISSE, Promoteur est autorisé à créer à Kita un Etablissement d'Enseignement technique Privé dénommé « Centre de Formation Polytechnique Rurale en abrégé C.F.PR.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Fodé CISSE doit se conformer strictement à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 6 septembre 2000**

**Le Ministre de l'Education,  
Moustapha DICKO.**